

RD-CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2127 - JEUDI 2 OCTOBRE 2014

Fonction publique

La réforme de l'administration au centre d'une réflexion



Une vue du bâtiment de la Fonction publique

La rencontre de haut niveau qui sera organisée au Kempinski Hotel/Fleuve Congo les 2 et 3 octobre entend centrer son propos sur le « rôle de l'administration publique pour la transformation d'un État post-conflit en pays émergent » en statuant sur le type de réformes adaptées de sorte à rendre plus efficaces et accessibles les services publics en RDC. Au moment où le gouvernement s'emploie à travers son programme d'action à poursuivre et à finaliser les réformes institutionnelles, l'on croit savoir que les recommandations qui découleront de ces assises contribueront à renforcer l'efficacité de l'État à travers son bras séculier qu'est l'administration publique. Ce forum international se propose de mettre à contribution les acquis des débats et échanges de sorte à appliquer les stratégies gagnantes sur le sentier de la réforme et de la modernisation de l'administration publique en RDC et ailleurs.

Page 11

INDICE MO IBRAHIM

La RDC améliore sa cote



Mohamed Ibrahim, initiateur de la fondation portant son nom

L'indice Ibrahim de la gouvernance africaine classe pour l'année 2014 la République démocratique du Congo à la quarante-septième place sur un classement de cinquante-deux pays, avec la note de 34,1%. La RDC s'est améliorée de 0,8% en cinq ans et plus particulièrement dans le secteur socioéconomique et du développement humain, rassurent les experts de l'Indice Ibrahim. Le pays gagne ainsi quatre places par rapport à l'année dernière où il s'est situé au bas du classement et devance des pays tels que la Guinée-Bissau (33,2%), le Tchad (32,3%), l'Érythrée (29,8%), et la RCA (24,8%).

Réagissant à ce rapport, le porte-parole du gouvernement l'a relativisé estimant que les rapports établis par des ONG sont souvent biaisés et ne répondent pas toujours aux intérêts de la RDC. « Nous ne pensons pas que nous devons nous regarder avec les yeux des autres », a indiqué Lambert Mende.

Page 11

DÉSARMEMENT ET DÉMOBILISATION

HRW met à nu les déficiences du processus DDR

Une centaine d'anciens combattants issus des différents groupes armés aya nt volontairement accepté de se rendre sont, depuis septembre 2013, cantonnés dans des centres de regroupement en attente de leur éventuel transfert aux fins de leur réinsertion dans la vie civile. Encadrés par le processus DDR, ces ex-combattants et leurs dépendants éparpillés entre Kamina (Katanga), Kito-na (Bas-Congo) et Kotakoli (Équateur) mèneraient une vie d'enfer, à en croire Human Right Watch (HRW) qui dénonce le laxisme du gouvernement dans leur prise en charge et une violation du droit humanitaire international. Cependant, pour aider à restaurer la confiance dans le plan DDR, HRW exhorte la Monusco dans le cadre de son mandat de protection des civils à jouer un rôle plus actif dans le programme en agissant comme garant du processus.

Page 11

MSF

Les équipes travaillant sur Ébola en difficultés à Djera

La sensibilisation de la population reste un des plus importants défis dans la lutte contre la maladie à virus Ébola qui sévit dans le village de Djera (province de l'Équateur). Les messages sur les mesures préventives et l'importance d'identifier à temps les patients doivent continuer à être adressés à la communauté, se convainc Médecin sans frontière (MSF). Les défis restent importants pour déjouer la résistance de la population à venir dans les centres de prise en charge, confie-t-on.

Quant à la riposte contre Ébola, les équipes de MSF éprouvent des difficultés notamment dans l'acheminement de la logistique nécessaire dans les zones touchées difficiles d'accès. Malgré cela, MSF a jusqu'à présent envoyé plus de cinquante-quatre tonnes de matériel et déployé plus de soixante personnes à Lokolia et Boende, sans oublier la mise en place des centres de prise en charge.

Page 12

HÔPITAL DE PANZI

Après le livre, le film

Page 14

ÉDITORIAL

Manquements

La page des élections locales ayant été tournée, non sans mal étant donné le retard enregistré dans l'organisation de ce scrutin, le moment est venu d'en tirer des leçons pour l'avenir. Avec, en tête de liste, le peu d'empressement manifesté en cette occasion par les professionnels de la politique que sont les députés, les sénateurs, les chefs de partis, les présidents d'associations plus ou moins représentatives qui prétendent représenter la société civile.

Ne nous y trompons pas, en effet: si les électeurs n'ont pas manifesté l'empressement espéré le jour du vote c'est d'abord et avant tout parce qu'ils n'y étaient guère incités par celles ou ceux qui briguaient leurs suffrages à un titre ou à un autre. Mis à part quelques arrondissements dans les grandes villes, la campagne précédant le scrutin a été particulièrement atone, vide, dépourvue d'idées et de projets concrets. Exactement comme si les candidats en lice ne mesuraient pas l'importance de ce scrutin, pour eux comme pour la collectivité.

Au risque de déclencher une polémique avec la classe politique disons que celle-ci n'a manifestement pas encore une conscience très claire du rôle qu'elle peut et doit jouer dans l'affermissement du système démocratique mis en place chez nous au lendemain de la guerre civile. Certes elle discourt noblement et ne perd jamais une occasion de se mettre en avant dans les médias, mais l'on voit bien qu'elle ne se mobilise pas sur le terrain lorsque l'occasion se présente de faire approuver ses choix par le peuple congolais. Avec, comme résultat, des taux d'abstention élevés qui nourrissent une méfiance croissante des citoyens.

Tandis que les pouvoirs publics étudient, afin de les corriger, les failles que viennent de révéler les élections locales dans la mise en place du dispositif électoral les responsables politiques feraient bien de se pencher sur leurs propres défaillances. Ils se rendraient à eux-mêmes le plus grand des services puisqu'ils se trouveraient contraints de modifier en profondeur leur comportement.

La démocratie a ceci de précieux qu'elle ne peut fonctionner correctement que si ses différents acteurs assument pleinement leurs responsabilités. Les élections locales viennent de nous démontrer que l'on en est encore loin !

Les Dépêches de Brazzaville

SÉCURITÉ MARITIME

Des actions encourageantes pour le Congo

La participation du Congo aux réunions de l'Association internationale de signalisation maritime (AISM), en France, en août, a ouvert la voie à de nouvelles perspectives pour le secteur maritime.

Désormais membre associé de l'AISM, le Congo pourrait influencer son développement maritime et partager l'expertise de ses partenaires.

Pour affermir son système d'information lié à la sécurité maritime et permettre le développement du secteur, le Congo, à travers le Centre national d'information et de documentation maritimes (CNIDM), a participé à d'importantes réunions de l'AISM ayant permis l'identification de plusieurs projets. La mission a été conduite par le directeur général du CNIDM, Roger Itoua Martini, qu'assistait Mathurin Atsa, conseiller aux affaires administratives et juridiques du ministre d'État, ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande.

Le fonctionnement à plein régime du CNIDM nécessite, en effet, des collaborations intelligentes avec des partenaires de plusieurs systèmes d'informations qui se situent au niveau des standards internationaux. C'est dans ce cadre qu'il fallait aussi situer les entrevues entre la délégation congolaise et l'AISM représentée par son secrétaire général, Gary Prosser. En étant désormais membre associé de cette organisation après le Sénégal pour la région africaine, le Congo va bénéficier de l'expertise internationale: la participation aux réunions techniques, aux ateliers et symposiums, valorisation des contacts et des travaux en commun avec des experts en aide à la navigation du monde entier, prise en compte de thèmes en relations avec les objectifs spécifiques du pays, etc.



Roger Itoua Martini et Mathurin Atsa encadrés par le responsable de l'AISM

Les experts congolais prendront part du 6 au 10 octobre à la commission technique VTS38 sur les questions de fonctionnement, de technologie et de formation relatives aux services de trafic maritime. D'autres travaux liés à l'e-navigation pendant le même mois, et ceux de novembre consacré aux questions de lumières, vision et ingénierie des aides à la navigation pourront compter avec des spécialistes congolais.

Passer du statut de membre associé à celui de membre national

« En étant membre de cette association, le Congo va devoir fournir les équipements de suivi du trafic maritime, des équipements appropriés comme AIS, l'e-navigation, le BTS. Et ces équipements seront implantés au Centre national d'information et de documentation maritime pour que nous puissions avoir la vision exacte des navires qui viennent au port de Pointe-Noire avant même qu'ils n'arrivent », explique Roger Itoua Martini. « Nous pourrions suivre la traçabilité des navires à partir d'écrans, et il vous suffit de cliquer sur le nom du navire pour que vous ayez des informations telles que sa position, ou le contenu qu'il transporte. Et donc on peut intercepter ce navire au large avant même qu'il ne rentre au port de Pointe-Noire », poursuit le Directeur général du CNIDM qui assure également les fonctions de Directeur du Centre régional d'information du MoU d'Abuja. En décembre, le Congo participera au Conseil de l'AISM. Outre le CNIDM, les

directions générales de la Marine marchande et du Port de Pointe-Noire prendront part à ces assises. L'occasion pour le Congo de devenir membre national de l'AISM tel que le souhaite l'institution. Pour les deux directions stratégiques du secteur maritime, il s'agit de s'ouvrir aux perspectives novatrices édictées par les évolutions actuelles. « Le port de Pointe-Noire aussi devra devenir membre associé de cette organisation, parce que c'est le port qui est responsable des balises. Mais le positionnement de ces balises relève de la Direction générale de la marine marchande. Et nous nous bénéficions des informations produites par ces balises », développe Roger Itoua Martini.

L'année prochaine et grâce à l'AISM, le Congo procédera à un audit de l'espace maritime le long de ses côtes. Ils s'agira d'apporter une expertise à la navigation y compris aux services de trafic maritime. Cette mission se fera dans le cadre du plan d'action mis en œuvre par l'Académie mondiale de l'AISM au titre de la stratégie de renforcement de capacités.

En France, parallèlement aux sessions de l'AISM, la délégation congolaise a signé des accords avec l'Association des marins professionnels congolais de la diaspora. Une manière de renforcer la stratégie de formation des cadres congolais et obtenir de cette association une représentation du CNIDM au niveau de l'Europe pour faciliter les échanges et les visites. Afin de capitaliser ces projections et partager la vision aux acteurs du secteur maritime, le CNIDM compte organiser des journées portes ouvertes en novembre, à Pointe-Noire. Le CNIDM, créé par décret 2007-193 du 23 mars 2007 du président de la République, a pour missions principales, la collecte et le traitement des données liés au contrôle des navires par l'état du pavillon et l'état du port. Le centre assure la centralisation de toutes les informations liées à la sécurité et à la sûreté maritimes, au transport maritime, à la recherche et au sauvetage maritimes, à la prévention des risques professionnels maritimes, à la préservation des espaces sous juridiction nationale, à la lutte contre la pollution marine, etc.

Quentin Loubou

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

COMITÉ DE DIRECTION

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout

Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Josiane Mambou Loukoula

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),

Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence: Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice: Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

RÉDACTION DE PARIS

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moundoumbé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriescngo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau
75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

L'UE contribue à hauteur de 474.500.000 FCFA

L'objectif pour l'Union européenne est de lutter contre la pauvreté. Sur le terrain, il s'agit d'améliorer et faciliter le développement agricole des zones rurales et urbaines dans quatre départements du Congo.

Les Plateaux, la Lékoumou, la Cuvette et la Cuvette-Ouest sont concernés par ce projet d'appui et structuration de la Dynamique intégrative des corridors agricoles (Dica). « Le projet amendé devient notre outil de travail grâce à l'interconnexion des départements par des routes bitumées qui est l'œuvre de la municipalisation accélérée. Grâce à ces routes, les tendances économiques des projets de développement ne vont pas forcément passer par Brazzaville. Que les partenaires nous aident à combler ce qui manque et nous orientent sur les choix à faire. Le sens de notre action est de contribuer à l'essor économique de notre pays et les autres partenaires vont suivre », explique Paul Kampakol, secrétaire général du Forum des jeunes entreprises du

Congo.

Dans les milieux ruraux, le projet Dica va aussi œuvrer pour la consolidation des échanges et pratiques agricoles interdépartementaux par la structuration des corridors économiques. Les gestionnaires du projet vont appuyer la structuration des filières agricoles et la formation des responsables des organisations interprofessionnelles des paysannes ainsi que des techniciens agricoles locaux. L'exécution de ce projet, en cinquante mois, soit environ quatre ans va également contribuer à l'augmentation de la productivité agricole des organisations interprofessionnelles, terroir par terroir.

À terme, les gestionnaires du projet Dica ambitionne de mettre en place 120 groupements des producteurs

encadrés et regroupés en organisation interprofessionnelles, 50 cadres et élus locaux formés, 65 initiatives économiques locales, 10 projets pilotes cofinancés et des marchés foraines animés.

« L'agriculture est le noyau dur des pays en Afrique. Il est important qu'on mette à la disposition des agriculteurs de nouvelles connaissances et que cette agriculture puisse se développer afin que les gens y trouvent des emplois », argumente Saskia De Lang, ambassadeur de l'Union européenne au Congo.

Ce projet a été amendé le 30 septembre à Brazzaville par les experts nationaux en collaboration avec le Forum des jeunes entreprises du Congo et l'Union européenne.

Fortuné Ibara

DOUANES

Le site du centre régional de formation désormais connu

Située à 45 km de Brazzaville, à Ignyé, l'école des douanes abritera le centre régional de formation de l'Organisation mondiale des douanes (OMD).

La République du Congo est déterminée à avoir ce privilège de posséder cette structure en son sein.

Le secrétaire général de l'OMD, a visité

le site où le centre régional sera implanté. Venu participer à la 6e réunion ordinaire du comité des directeurs généraux des douanes de la commission de l'Union africaine, Kunio Mikuriya a profité de sa présence à Brazzaville pour visiter les lieux.

Le démarrage des travaux est imminent, reste la disponibilité du ministre de tutelle pour la pose de la première

pièce. Actuellement, le centre régional de formation de l'OMD est logé dans l'enceinte de l'ENAM (Ecole nationale de magistrature). La douane loue les locaux qui lui sont réservés. Selon les exigences de l'OMD, le centre devrait être installé à côté d'une école des douanes, d'où le choix d'acheter un terrain pour le construire aux normes de l'OMD.

Nancy France Loutoumba

ÉNERGIE

SNE et LPEE du Maroc, deux canaux dans les échanges entre les entreprises

Les entreprises marocaines désireuses d'investir au Congo dans le domaine de l'électricité, l'électronique et de l'énergie renouvelable passeront dorénavant par le tamis du Laboratoire public d'essais et d'études (LPEE) du Maroc, de même pour ses sœurs congolaises qui seront soumises à l'appréciation de la Société nationale d'électricité (SNE). Les deux sociétés

étatiques ont scellé leur partenariat autour de l'opération « Action Lumière », une mission BtoB de quatre-vingt-trois chefs d'entreprises marocaines, lors du symposium sur les relations économiques maroco-congolaises. Le LPEE devient le vigile du Congo au niveau du Maroc. Avant qu'une entreprise marocaine bénéficie d'un sauf-conduit du côté du Congo, c'est le LPEE qui certifie

son sérieux. De même pour le Congo à travers la SNE. Le Congo et le Maroc travaillent déjà dans ces secteurs sus évoqués, mais d'autres besoins s'ajoutent tels qu'en termes d'équipements pour maintenir le réseau. Le Maroc est un partenaire privilégié pour les Congolais qui comptent sur son expérience qui n'est plus à démontrer.

Nancy France Loutoumba

TOTAL

La société lance une nouvelle campagne publicitaire

La cérémonie se déroulera, le 2 octobre, simultanément dans vingt et un pays au plan mondial. Le groupe voudrait mettre la communication au cœur de ses activités afin de mieux renforcer sa notoriété mondialement connue.

La nouvelle publicité que Total a mise en place retrace le travail que les employés du groupe effectuent au quotidien, dans l'objectif de rendre l'énergie accessible à tous et meilleure. Les images qui constituent ce spot publicitaire ont été tournées dans les plus précieux sites Total disséminés dans les quatre coins du monde, notamment en Afrique du Sud, aux États-Unis, en Russie et en Indonésie. Pour ce faire, le spot publicitaire qui est disponible en volume de 30, 60 et 90 secondes sera diffusé sur près de quatre-vingts chaînes de télévisions bien ciblées dans le monde.

De plus, plus de deux cent trente journaux sont retenus pour publier régulièrement les annonces de ce groupe pétrolier dont les images mettent en scène ses collaborateurs. Dans le même sens, il est prévu aussi une vaste campagne d'affiches dans quinze aéroports internationaux de réputation mondiale dûment sélectionnés, ainsi sur le web et les réseaux sociaux. À partir de cette campagne publicitaire, Total estime atteindre environ quatre cent cinquante millions de personnes à travers le monde.

Firmin Oyé

CONVENTIONS MARITIMES

Le Congo parmi les États modèles

À ce jour, 34 États seulement sur 53 ont ratifié les conventions maritimes. Soit 85%. C'est le ministre délégué à la Marine marchande, Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou, qui l'a révélé à l'occasion de la Journée mondiale de la mer.

Celle-ci est célébrée le 30 septembre de chaque année. Martin Parfait Aimé Coussoud Mavoungou a précisé que dix pays sont en voie de ratification et couvrent les domaines des aides à la navigation, des services de signalisation maritime, des systèmes de trafic maritime, des cartes électroniques, de navigation et des renseignements sur la sécurité et la sûreté maritimes, la gestion des déchets ainsi que la lutte contre la piraterie maritime. « Nous avons accepté de nous faire appliquer volontairement le Programme d'audit de l'Organisation maritime internationale (OMI) jusqu'ici accepté par peu de pays notamment en Afrique », a-t-il poursuivi.

Notons qu'en 2014, une dynamique sera également apportée dans les attitudes et les comportements à mettre en avant vis-à-vis des navires, des ports et des gens de mer. Le Code ISPS en est un exemple avec les gardes-côtes américains qui sécurisent les espaces portuaires avec la Convention sur la sécurité des conteneurs. Elle veille

aussi à l'enlèvement des épaves maritimes par la Convention de Nairobi.

Au niveau de la visibilité et de la lisibilité de nombreuses administrations sont impliquées. Il s'agit des opérateurs maritimes, des douanes, de l'administration portuaire, des pêches maritimes, des Affaires étrangères, des hydrocarbures, du tourisme, de la Défense nationale, de la police, du corps judiciaire, du Conseil congolais des chargeurs, du Guichet unique, des opérations transfrontalières, des syndicats, des gens de mer, des sociétés pétrolières et des autres utilisateurs de la mer. Tous sont tenus d'accompagner la direction générale de la marine marchande en sa qualité d'Autorité maritime pour la mise en œuvre et l'application efficace et effective des Conventions maritimes ratifiées par la République du Congo.

Pour donner force à la Journée mondiale de la Mer, un focus sera organisé le 3 octobre prochain à Pointe-Noire avec les Conventions de l'OMI comme thème principal. Au nombre de ces sous-thèmes : la mise en œuvre des conventions relatives à la sécurité et à la sûreté maritime, l'application des conventions relatives aux transports maritimes, à la facilitation des transports, à la pollution maritime et au développement durable et à l'administration des gens de mer.

Guillaume Ondzé

PÈLERINAGE

Environ soixante Congolais visiteront la terre sainte en Israël

Prélude au voyage des pèlerins au pays de Jésus-Christ du 7 au 17 novembre prochain, la directrice de l'agence de voyages et du tourisme Camal, Chantal Ickonga a organisé conjointement avec Tour opérateur Verede, une agence réceptrice de voyage en Israël, une communication à l'intention des pèlerins en vue de les motiver au déplacement du Congo vers la terre sainte.



Les organisateurs du pèlerinage (crédit: adiac)

La sixième édition du pèlerinage est organisée par l'agence Camal en partenariat avec la conférence épiscopale du Congo. Cette année, elle est dédiée à Mgr. Ernest Kombo. Elle sera conduite par l'évêque Guy Noel Okamba.

L'objectif est de consolider la foi des chrétiens en leur permettant de toucher du doigt la réalité biblique à Jérusalem. Chaque pèlerin doit financer deux millions de francs CFA pour sa prise en charge.

Ils visiteront pendant dix jours à Bethléem et à Jérusalem les lieux historiques comme le lieu de naissance de Jésus-Christ; de l'assomption; le mont des oliviers; le chemin de la croix; le Jourdain et bien d'autres.

Dans sa communication, l'évêque Gervais Yombo a expliqué que le pèlerinage

est un lieu d'évangélisation et non un lieu du tourisme. Les chrétiens qui y vont partent à la rencontre de Jésus-Christ avec un cœur ouvert.

« Chaque religion a son lieu d'accomplissement mais pour les chrétiens, le lieu où la révélation s'est accomplie est la terre sainte. A travers ce pèlerinage nous conduisons les chrétiens vers les lieux bibliques et sur les traces de l'histoire de notre foi », a-t-il rappelé.

Il a invité tous les chrétiens de toutes les confessions religieuses à y prendre part.

Au terme de leur communication; les explications ont été apportées sur la question de suivi des pèlerins des précédentes éditions puis l'impact du pèlerinage.

Lydie Gisèle Oko

TRIBUNE LIBRE

Diversification et redynamisation de l'économie congolaise: la marche vers la sortie du « syndrome hollandais »

En principe et par nature, tout pays bénéficiaire de rentes est moins incité à réaliser des réformes économiques, et rencontre des distorsions de prix relatifs qui pénalisent la production de biens échangeables. Ce principe est appelé « syndrome hollandais », en référence au cas de l'économie de la Hollande des années 1960 qui, à la suite de la découverte d'importants gisements de gaz, a vu augmenter considérablement ses revenus commerciaux contre la diminution consécutive des capacités productives des autres secteurs d'activité. Lorsque cette rente gazière commença à diminuer, à la suite de l'épuisement des réserves et de l'effondrement des cours, les secteurs d'activités délaissés se reconstituèrent très lentement et très difficilement. Plusieurs pays rentiers d'Afrique sont atteints de ce syndrome qui s'accompagne, ici, de la corruption généralisée, de la paupérisation croissante de la population et de la mauvaise gestion des finances publiques, rendant instable la gouvernance politique et économique des États. Citons les cas des pays pétroliers comme le Nigéria (depuis 1960), de l'Algérie (depuis 1970), et des pays exportateurs des matières premières rares comme la RDC qui bénéficie depuis 1990 de la rente du coltan et de la cassitérite et autres. Au Congo, l'exploitation pétrolière s'est développée à partir de 1972 où, elle a financé sans succès, plusieurs plans de développement économique, jusqu'à la libéralisation de l'économie en 1985, par les Plans d'Ajustement Structurel, imposés par la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI). Objet de vives tensions politiques et sociales dans les années 90, la rente pétrolière du Congo représente 64,6% de son Produit Intérieur Brut (PIB), 75% de ses recettes publiques et 90% de ses recettes d'exportation. Le PIB

du Congo a plus que triplé en dix ans en passant de 2000 milliards de Francs CFA en 2002 à plus de 7500 milliards de Francs CFA en 2012. Dans le même temps, le PIB par habitant a presque quadruplé en passant de 886 dollars à plus de 3500 dollars US. Ces performances ont permis à la BM de classer l'économie congolaise parmi les dix premières de l'Afrique, et ont ouvert la voie de l'émergence économique au Congo.

Mais, la structure de l'économie congolaise s'en trouve très déséquilibrée. Le secteur minier qui représentait 1% du PIB en 1960, représente 64,6% du PIB en 2013. Ce développement s'est fait au dépend des Services qui sont passés de 51% du PIB en 1960 à 22% du PIB en 2013, de l'Industrie qui est passée dans le même temps de 20% à 8,9% du PIB et de l'Agriculture qui s'est effondrée en passant de 28% à 4,5% du PIB. Or, les réserves pétrolières s'épuisent pour n'atteindre que 2 milliards de barils en 2013. La production pétrolière n'est estimée qu'à 270.000 barils par jour à l'horizon 2020 ; alors qu'en 2013, avec ses 300.000 barils/jour, le Congo était le premier producteur de pétrole de la CEMAC. Ses réserves de gaz sont supérieures à 100 milliards de m³, plaçant le Congo au 5e rang en Afrique subsaharienne. Depuis, le 27 février 2013, le Congo a été admis comme membre de l'Initiative pour la Transparence dans les industries extractives (ITIE) pour la conformité de sa gestion pétrolière à la norme de cette organisation internationale ; alors que le fonds souverain destiné à fructifier les excédents pétroliers et budgétaires au bénéfice du développement économique des générations futures, n'a été créé qu'en 2014 (loi n° 1-2014 du 6 janvier 2014) et peine à se structurer.

De réels atouts économiques et financiers existent, depuis l'allègement de la dette publique du Congo qui est passée de 198,7% du PIB en 2010 à 23,8% du PIB en 2013, et la baisse du service de sa dette qui est passé dans le même temps de 16% à 3,4% des exportations. Ces performances résultent de l'annulation de plus de 50% de la dette extérieure publique du Congo par le Club de Paris depuis 2010, après son accès au point d'achèvement de l'initiative « Pays pauvres très endettés (PPTE) ». Mais, l'encours de la dette publique du Congo de 3,3 milliards d'Euros au 1er avril

2013, représente une hausse de plus de 70% en 3 ans, même si le FMI considère le risque de re-endettement faible. Sous le double effet de la contraction de la croissance du secteur pétrolier (-9,6% en 2012 et -2,6% en 2013), et de la stagnation de la croissance hors pétrole (9,7% en 2012, 8,7% en 2013), la croissance économique du Congo est évaluée à 6,4% en 2013 contre 3,8% en 2012. La BM prévoit une croissance de 7,7% en 2015.

Or, l'inflation augmente fortement, en passant de 1,9% en 2011 à 5,3% en 2013, alors que le seuil de convergence régionale de la Cémac est de 3%. Le solde budgétaire et celui de la balance courante sont excédentaires, représentant respectivement 12,1% et 4,9% du PIB en 2013, et devraient se consolider en 2015. Cependant, la gestion et le contrôle budgétaires du Congo viennent d'être qualifiés de non transparents et non crédibles par l'audit de la gestion des finances publiques du Congo de l'Union Européenne (Les Dépêches de Brazzaville n°2110 du 12/09/14 p.3), confirmant ses conclusions de 2006.

Le défi majeur est l'amélioration de l'impact de la croissance sur les indicateurs sociaux du Congo. Le taux de pauvreté est très élevé en passant de 50,7% en 2005 à 51,1% en 2012. Le chômage des jeunes de 15 à 29 ans s'est établi à 25%, alors que la création des entreprises est en chute libre en passant de 2.286 en 2005 à 1.854 en 2010. En 2014, la BM, a classé le climat des affaires du Congo au 185e rang sur 189 pays du monde, indiquant ainsi le très faible attrait de son environnement pour les investisseurs. Sur les 12.500 entreprises formelles du Congo, 35% sont dans les Services, 24% dans le Tourisme et la Culture, 18% dans l'Industrie, 18% dans le Commerce et 5% dans l'Agriculture. Les secteurs créateurs d'entreprises sont essentiellement le Commerce (71,84%), l'Immobilier (11,38%) et la Construction (8,36%). Ainsi, la sortie du syndrome hollandais exige une accélération maîtrisée des réformes structurelles dans les domaines de l'investissement, du développement des compétences et des infrastructures, et de la gestion des finances publiques, afin de promouvoir l'excellence et de participer aux chaînes de valeur mondiales.

Par Emmanuel OKAMBA
Maître de Conférences HDR en Sciences de Gestion

Délégation en République du Congo
R9 - Unité de gestion du projet

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET

Croix-rouge française 

En vu du recrutement des consultants pour mener divers travaux.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Appui au renforcement de la réponse nationale au VIH auprès des personnes à risque en République du Congo ».

La Croix-Rouge Française recherche des consultants nationaux pour la mise en œuvre des services consignés dans le tableau ci-après au titre de cette subvention COG-911-G05-H accordée par le Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme.

Le Coordonnateur du projet invite les individus et bureaux d'études intéressés par le présent avis, à manifester leur intérêt en vue de fournir les services décrit ci-dessous :

N° d'ordre	Natures des services	Nombre de consultant recherché
01	Elaboration et validation d'une cartographie des sites de rencontres des PS 1	1
02	Elaboration et validation d'une cartographie des sites de rencontres des HSH 2	1
03	Elaboration et validation du guide de prévention en milieu PS 1	1
04	Elaboration et validation du guide d'éducation en milieu HSH 2	1
05	Formation des formateurs sur l'utilisation du guide d'éducation pour la prévention en milieu HSH 2	1
06	Elaboration des modules de formation pour l'utilisation du guide d'éducation pour la prévention en milieu PS 1	1

07	Formation des formateurs nationaux sur la prévention et la prise en charge globale des PS1	1
08	Elaboration des modules de formation pour l'utilisation du guide d'éducation pour la prévention en milieu HSH 2	1
09	Formation des formateurs sur la prévention et la prise en charge globale des HSH2	1
10	Conception des outils spécifiques aux populations clés (PS\HSH 2 & PC 3)	1
11	Révision des outils de collecte et de rapportage des données des activités de PEC des EVVIH 4	1
12	Elaboration des modules de formation, des guides d'animateurs, des guides de mise en place du système PTME 5 communautaire, guide de gestion des risques PTME et des outils de suivi de la mise en œuvre des activités de la PTME communautaire	1

1 Professionnel de sexe

2 Hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes

3 Population carcérale

4 Enfants Vivants avec le VIH

5 Prévention de la Transmission de la Mère à l'Enfant

Les termes de référence de chaque activité indiquant toutes les informations nécessaires sont disponibles auprès de la Croix-Rouge française (c/o Croix-Rouge Congolaise, N° 8 Rue Lucien Fourneau, en face du Ministère de la Fonction Publique, Brazzaville) ou sur demande par voie électronique à l'adresse suivante : secretugp-congo.frc@croix-rouge.fr à partir du 01 octobre 2014

Adresse de soumission des avis

Les candidatures devront être envoyées :

Au coordonnateur du projet : Nazaire Bakala : respugp-congo.frc@croix-rouge.fr avec copie au chef de

Délégation CRF Monsieur Jérémie SIBEONI : hod-congo.frc(5)croix-rouge.fr

La date de clôture de dépôt des avis figure sur les termes de référence qui sont disponibles au secrétariat de la Croix-Rouge française

Fait à Brazzaville le 30 septembre 2014
Jérémie SIBEONI Chef de délégation

IDÉES- FORCES, SUJETS EN DÉBAT

Anecdotes, petites phrases, cris du coeur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

□ « *Quelle que soit la prison, même si c'est un hôtel de luxe, je tiens à vous dire ; c'est la liberté qui est 5 étoiles. Même si on vous enferme je dirais dans un palace, dès l'instant où vous êtes privé de liberté vous n'êtes plus un être humain.* »

Michel Thierry Atangana, président de son comité de soutien de l'avocate française d'origine camerounaise Lydienne Yen-Eyoum, RFI, mardi 30 septembre 2014

□ « *Certes, un peuple souverain commettra des erreurs, mais pas davantage qu'une classe politique, et le peuple a droit à l'essai-erreur qui est la seule façon absolue d'apprendre.* »

Idriss J. Aberkane, enseignant de la géopolitique et l'économie de la connaissance à l'École Centrale de Paris, Le Point, 29 septembre 2014

□ « *Un seul homme, quelle que soit sa force, ne peut dominer un peuple* »

Salif Diallo, ancien ministre d'État, ministre de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des ressources halieutiques, le faso.net, 27 septembre 2014

□ « *S'il y avait un statut juridique de réfugié au niveau européen, par exemple, ça éviterait que des personnes quittent un pays pour faire une demande d'asile dans un autre.* »

Jean-François Dubost est responsable du Programme Personnes-déracinées à Amnesty international France, l'Humanité, 30 septembre 2014

□ « *L'OIF est une institution solide. Aujourd'hui, l'ONU, l'Union africaine et la plupart des organisations se tournent vers elle lorsqu'il y a des actions à mener en faveur de la démocratie, pour accompagner des processus électoraux et réfléchir sur les crises, notamment en Afrique.* »

Michaëlle Jean, candidate canadienne au secrétariat général de l'OIF, Jeune Afrique, 23 septembre 2014

EDUCATION

Une reprise des cours timide à Brazzaville

La rentrée scolaire 2014-2015 s'est déroulée ce 1^{er} octobre sur toute l'étendue du territoire national conformément au calendrier établi par les ministères de l'Enseignement général et technique. Mais un seul constat dans la ville capitale: les élèves n'ont pas répondu massivement présents dans la plupart des établissements.



Des élèves prenant les cours à l'école primaire Alphonse Massamba-Débat/crédit photo Adiac

De l'école Bernadette-Bayonne et du lycée Thomas-Sankara, dans le 9^e arrondissement Djiri, en passant par le CEG et le lycée A. A Neto, le CEG de la Liberté à Talangaï, dans le 6^e arrondissement, jusqu'au CEG Fraternité et le lycée technique commercial 1^{er} Mai, ainsi que dans d'autres établissements, la reprise des cours a été timide. Selon les explications des uns et des autres, cette rentrée scolaire a été comme une surprise d'autant plus que jusqu'à trois jours de la reprise, une sorte de cacophonie a existé en ce qui concerne la date exacte.

« *Je pensais que la rentrée a été prévue pour le lundi 6 octobre alors que c'était ce 1^{er}. C'est dommage pour moi car je n'avais pas encore préparé la rentrée des enfants* », s'est plaint

un parent d'élèves.

Au lycée technique industriel 1^{er} Mai par exemple, on a noté plus de salles vides. Nombreux élèves étaient venus pour constater si la rentrée scolaire était exactement ce lundi. Par contre, au lycée technique commercial du 1^{er} Mai, les élèves ont répondu présents ainsi que les enseignants. Les élèves qui n'étaient pas en tenues scolaires n'ont pas eu accès aux salles de classe.

Au CEG de la Fraternité, beaucoup d'élèves étaient présents, même ceux qui ne portaient pas de tenues scolaires ont été autorisés à faire cours jusqu'à la semaine prochaine.

À l'école primaire Alphonse-Massamba-Débat à Diata, dans le 1^{er} arrondissement Makélékélé, les enseignants attendaient les élèves

dans les salles de classe. Jusqu'à 8 heures, il n'y avait qu'une dizaine d'élèves. « *Les parents hésitent encore à envoyer leurs enfants en croyant que la rentrée scolaire aura lieu le 6 octobre. Aujourd'hui, un faible taux d'élèves a répondu présent, mais nous, les enseignants, sommes présents puisque la rentrée pédagogique a eu lieu le 22 septembre* », a indiqué l'un des responsables de cet établissement. Rappelons que les ministres en charge des questions d'éducation ont fait la ronde de quelques établissements de Brazzaville. Mais il faut souligner que la mobilisation n'a pas été effective. Voilà pourquoi une timidité a été constatée pendant cette première journée de cours.

Parfait Wilfried Douniama



Institut Africain de
Perfectionnement et de
Renforcement des Capacités

INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 / +242 06 992 04 91
E-mail : inscription@iprc-training.org
Site web: www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

FORMATION – CONSEIL – ASSISTANCE TECHNIQUE

Une Expertise à votre portée

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation selon le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements concernant le lieu et le coût des formations, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
GMP12	Audit et contrôle des contrats des marchés publics	5 jours	06 au 10 octobre 2014
MDP14	Maîtriser les approvisionnements et la gestion des contrats en management de projets	5 jours	06 au 10 octobre 2014
MDP03	Planification, budgétisation, exécution et contrôle de projet	5 jours	13 au 17 octobre 2014
GMP04	Essentiel de la passation des marchés : rappel pour spécialiste, Chef de projets, Chef de cellules de passation des marchés etc.	5 jours	20 au 24 octobre 2014
EP04	Assurer la fonction d'assistant (e) de direction	5 jours	27 au 31 octobre 2014

ALIMENTATION ET SANTE

La mycotoxine, un poison ignoré mais présent

Les mycotoxines sont des substances toxiques sécrétées par des moisissures et des champignons mycéliens. Le terme est utilisé au pluriel parce qu'il n'existe pas une seule mais plusieurs mycotoxines, sécrétées par différents champignons ou moisissures car chacune de ces familles comporte au moins une dizaine de membres. Les moisissures en question peuvent être définies comme des micro-organismes de structure possédant un pouvoir de sporulation qui lui permet de survivre à des conditions extrêmes de l'environnement comme la chaleur, la pression et même les agressions chimiques. Les moisissures se développent notamment à la surface des produits agricoles et alimentaires, eu égard à leur caractère aérobique, c'est à dire qu'elles exigent de l'oxygène pour leur métabolisme et leur croissance. Tout le monde a déjà observé ces couches visibles sur les aliments mal conservés. Cependant, les moisissures peuvent se développer exceptionnellement dans la masse des produits alimentaires.

Les emballages sous vide ou sous azote qui permettent l'absence d'oxygène, constituent le moyen le plus simple d'inhibition de ces contaminants.

En fait, les mycotoxines sont les métabolites secondaires de l'activité des moisissures. Les plus connues parmi elles sont les aflatoxines, les fumonisines, les trichothécènes et les ochratoxines.

Les principales souches productrices ou agents géniteurs sont respectivement *Aspergillus flavus*, *Fusarium* et *Penicillium verrucosum* qui sont exclusivement des moisissures. Ces micro-organismes polluent principalement les productions agricoles des régions chaudes comme l'Afrique et l'Asie, même si on les rencontre aussi dans les régions tempérées.

Tous ces poisons ont une toxicité élevée. Selon leur manifestation, on les range en hépatotoxines, néphrotoxines, neurotoxines, etc.

Les aflatoxines par exemple possèdent une cancérogénicité extrême, considérablement plus élevée que celle des autres mycotoxines déjà citées.

Ces contaminants représentent aujourd'hui pour le consommateur un danger réel. En effet, jusqu'à une période récente, les mycotoxines étaient considérées comme résultant de mauvaises conditions de stockage des produits alimentaires.

Aujourd'hui, les recherches ont montré qu'elles pouvaient parfaitement être synthétisées sur les grains au champ avant la récolte comme surtout c'est le cas des aflatoxines.

Les produits agricoles généralement nocifs de ces contaminants, les valeurs maximales fixées en 1997 par le règlement CEE pour la décennie 2000 sont de 2 microgrammes par kg en aflatoxine B1, reconnue comme la plus dangereuse de toutes, et de 4 microgrammes par kg en aflatoxines B1+B2+G1+G2.

Les céréales sont des vecteurs de mycotoxines très importants par le fait qu'elles sont universellement consommées par l'homme et par les animaux.

Cependant d'autres produits sont tout aussi concernés : les oléagineux notamment les graines et les tourteaux, les fruits et légumes, les viandes et les produits de charcuterie, le lait et les produits laitiers, etc.

Ily a peu de temps, la réglementation sur les mycotoxines n'était pas complète, en dehors des aflatoxines. Pour avoir une idée du caractère hautement nocif de ces contaminants, les valeurs maximales fixées en 1997 par le règlement CEE pour la décennie 2000 sont de 2 microgrammes par kg en aflatoxine B1, reconnue comme la plus dangereuse de toutes, et de 4 microgrammes par kg en aflatoxines B1+B2+G1+G2.

Par Ange KOUNKOU,
Président de l'Association pour la Promotion des Industries Agroalimentaires au Congo (APIAC).

SANTÉ PUBLIQUE

Ébola ne ferait qu'une bouchée de la plupart des systèmes de santé africains

Les pays d'Afrique subsaharienne se retrouvent inégalement armés face à la menace d'Ebola, mais pratiquement aucun ne tiendrait le choc contre une épidémie d'ampleur, par manque d'infrastructures et de personnels sanitaires de base, selon des spécialistes.

Entre quelques pôles régionaux pourvus en hôpitaux et laboratoires spécialisés - Afrique du Sud, Kenya, Côte d'Ivoire, Nigeria ou Sénégal, ces deux derniers ayant circonscrit des contaminations provenant des pays touchés - des régions entières sont des déserts médicaux. Les ravages de l'épidémie mettent cruellement à nu les retards de développement africains, a souligné le président de la Banque mondiale, lui-même médecin, Jim Yong Kim.

«Le virus Ebola n'a jamais été confronté à un système de santé moderne de pays développés», a-t-il rappelé, estimant qu'avec «ces éléments fondamentaux, le taux de survie pourrait être très élevé».

Un diagnostic conforme à celui du Dr Tom Kenyon, expert des Centres fédéraux américains de contrôle et de prévention des maladies (CDC), début septembre. «Nous n'avons pas besoin d'un grand nombre de spécialistes ou de médecins expatriés, mais de personnels pouvant fournir des soins élémentaires, une attention méticuleuse à l'équilibre hydro-électrolytique (équilibre entre l'eau et les minéraux dont le corps a besoin, NDLR) et autres médicaments simples», expliquait-il, au terme d'une mission au Liberia, en Sierra Leone et en Guinée.

Aux antipodes de ces pays disposant à peine d'un médecin pour 100.000 habitants, l'Afrique du Sud, avec une proportion 80 fois supérieure, «est relativement bien préparée», indique le Pr Lucille Blumberg, directrice adjointe de l'Institut national pour les maladies contagieuses. Le pays, prisé des patients africains fortunés, compte onze hôpitaux publics pouvant accueillir des malades d'Ebola, outre les cliniques privées, souligne cette responsable de l'unique établissement du continent comprenant un laboratoire antiviral de haute sécurité (niveau 4).

«Ebola pourrait se répandre ici comme n'importe où», selon un généraliste, le Dr Joseph Teegeer, «mais ici, il serait plus facile d'isoler les gens et de les empêcher de circuler».

Prêt pour quelques cas

Limitrophe du Liberia et de la Guinée, la Côte d'Ivoire a préparé 16 centres Ebola, dont 14 en province, et plusieurs centaines d'agents de santé. «Il y a un système de santé, des hôpitaux, des laboratoires», a relevé Lina Elbadawi, épidémiologiste aux CDC, en mission à Abidjan. «Le point principal est qu'on ne parte pas de rien».

Frontalier du Nigeria, le Bénin se contentera lui d'un centre d'isolement de 12 lits. «On n'investit pas pour des milliers de malades. Mais il faut être prêt à accueillir deux, trois ou quatre cas», a déclaré à l'AFP le ministre de la Santé publique Akoko Kindé Gazar.

Or, Ebola submerge rapidement les infrastructures, notamment sanitaires, remarquait récemment la présidente de Médecins sans Frontières Joanne Liu, «c'est une crise beaucoup plus grande parce qu'elle s'attaque aux centres de

santé».

A l'hôpital Redemption au Liberia à la mi-septembre, un journaliste de l'AFP a vu des patients allongés sur le sol, faute de lit. «Hier, nous avons reçu 60 cas, et ils continuent à arriver», selon un infirmier, Alfred Gaye. Autre voisin du Nigeria, le Niger se satisfait, faute de moyens, d'un centre et d'une équipe mobile dans la capitale, quand il faudrait «8 centres régionaux car on ne sait pas d'où partirait Ebola», reconnaît Chaïbou Hallarou, de la Direction de la surveillance et de la réponse épidémique.

Le maillage territorial représente un des points les plus faibles. En Côte d'Ivoire, les autorités ont ainsi renoncé à installer des centres provisoires locaux. «Quand on a vu ce qui se passait en Guinée ou au Liberia, on a décidé de mettre ces centres de traitement dans nos hôpitaux», précise le Dr Daouda Coulibaly, de l'Institut national d'hygiène publique. Des habitants ont attaqué les personnels et structures de santé dans ces pays, comme en Guinée forestière (sud), où huit membres d'une mission de sensibilisation ont été massacrés par des villageois mi-septembre.

Réceptivité des populations

De l'autre côté du continent, en Ouganda, frappé par Ebola en 2012 et doté d'un personnel bien formé, la population prête, au contraire, main forte à la lutte, indique Trevor Shoemaker, responsable des programmes de fièvres hémorragiques des CDC dans le pays. «Il n'y a pas beaucoup de crainte du système médical, les gens sont demandeurs de soins», précise-t-il, «si l'on surveille une famille qui a un cas confirmé, on peut les suivre au quotidien et ils signaleront si quelqu'un tombe malade».

En Afrique centrale, l'expérience antérieure d'Ebola pallie les carences des systèmes de santé. En République démocratique du Congo, «les gens sont très réceptifs, ils vous disent si dans leur village quelqu'un est mort», selon une source médicale internationale, «ils savent que c'est une maladie dangereuse, que pour la contenir il faut être transparent».

Au Gabon, «les précédentes épidémies ont contribué à sensibiliser les gens, qu'il s'agisse des politiques, des personnels de santé ou de la population», se félicite Eric Leroy, directeur du Centre international de recherches médicales de Franceville, en pointe sur les virus émergents.

Face à ces disparités criantes, la solidarité africaine tatonne encore, malgré quelques exemples, comme celui d'une épidémiologiste sud-africaine, Kathryn Stinson, volontaire pour une mission en Sierra Leone en octobre. «Nous partageons un continent avec d'autres qui subissent les conséquences d'un système de santé sinistré», écrit-elle dans un témoignage juste avant son départ. «Bien que je comprenne parfaitement les risques, il est temps de mettre mes actes en accord avec mes paroles».

AFP

Arrêt sur image

Fiers, ils le sont !



De la tête aux pieds, les hommes de la nouvelle compagnie de la circulation routière opérant désormais sur les routes congolaises et dans les grandes villes en particulier sont impeccablement habillés.

Attention, la nouvelle vareuse est flanquée d'un numéro d'identification suffisamment visible pour renseigner éventuellement sur le train-train des échanges entre l'usager et le fonctionnaire de police.

Seul bémol : certains agents trouveraient la couleur kaki de leur nouvel uniforme moins frappante que le « bleu » qui permettait, disent-ils, de les distinguer à bonne distance. Ceci dit, ils sont propres dans leurs atours et sans doute... fiers. Pourvu que cela s'inscrive dans la durée.

CENTRAFRIQUE

L'UE apporte une aide pour la reconstruction du pays

Le fonds « Bêkou », - signifiant espoir en sango, principale langue du pays-, de la Commission européenne, dispose d'un budget initial de 64 millions d'euros pour la reconstruction de la Centrafrique. C'est du moins ce qu'a annoncé l'Union européenne le lundi 30 septembre lors du lancement des trois projets de soutien retenus dans ce cadre.

Le projet d'appui à la santé par exemple qui sera financé par ce fonds fiduciaire, permettra un meilleur accès aux services sanitaires pour 760.000 personnes, mais aussi la formation du personnel de santé, la fourniture de stocks de médicaments, ainsi qu'un appui au ministère de tutelle. Le second projet

quant à lui, sera axé sur l'amélioration des conditions économiques et sociales des quartiers défavorisés à Bangui, la capitale centrafricaine. Il s'agira notamment de mettre l'accent sur la réhabilitation des infrastructures publiques comme les égouts, les routes, le réseau d'approvisionnement en eau. À cela s'ajoute la formation des habitants des quartiers pour des travaux publics. Pour ce qui est du troisième projet, il devrait permettre aux femmes d'être financièrement indépendantes. Pour ce faire, les intéressées devront donc bénéficier des conseils, de formations, de l'accès à des prêts, et d'autres avantages susceptibles de permettre aux femmes de mettre en place leurs propres activités économiques. L'aide de l'UE arrive au moment où les autorités de transition en Centrafrique sont citées dans des

affaires de corruption et d'enrichissement illicite, souligne une source sûre. Réagissant à cette information, le vice-président de la commission équipement et communication au sein du Conseil National de Transition, Faustin Bambo, a déclaré : « *S'il y a une inquiétude qui est exprimée c'est évident que cela peut tendre à décourager les donateurs. Mais nous au niveau du Conseil National de Transition ce que nous faisons c'est de faire en sorte que ce qui est déjà arrivé soit géré comme il se doit et que cela arrive au niveau des populations concernées* ».

Meurtrie par des violences intercommunautaires, la Centrafrique dépend actuellement de l'aide étrangère. Elle en a vraiment besoin en vue de la relance de son économie.

Nestor N'Gampoula

BANGUI

Un officier de la douane tué par des hommes armés non identifiés

Un braquage s'est soldé par le décès d'un lieutenant de la douane, nommé Bango, dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre, au camp des Castors dans le 3ème arrondissement de la ville de Bangui. Une situation qui inquiète les habitants de ce secteur.

D'après le frère aîné de la victime, dans la nuit du 30 septembre au 1er octobre, une bande armée a fait irruption chez son frère. Après une discussion, ces inconnus armés, lui ont tiré déçu. Le corps de la victime a été transféré à la morgue de l'hôpital communautaire et les auteurs du crime restent introuvables. « *Les explications que j'ai eues des parents qui habitent avec lui dans la maison, font état de ce que les hommes armés étaient venus vers deux heures du matin. Ils ont défoncé la porte puis ils l'ont fait sortir de la maison, avant de l'abattre froidement* », a expliqué Trinité Sangafé, magistrat instructeur en charge du dossier.

La même source déplore également l'insécurité toujours grandissante. « *Nous sommes vraiment en insécurité totale. Les gens viennent te prendre dans ta maison devant ta famille, tes enfants et ta femme, te tuent et repartent sans être*

inquiétés », s'est insurgé un habitant du quartier.

Pour Privat Sédona, un des habitants du camp des Castors, les responsables de la Minusca doivent renforcer l'équipe du 3^e arrondissement de la ville de Bangui, car c'est là que règne l'insécurité. Le 3^e arrondissement de Bangui reste le secteur le plus touché par l'insécurité. Le weekend dernier, une altercation a opposé certains jeunes musulmans du quartier KM5 aux forces internationales. À cet incident, s'ajoutent aussi les cas de morts, d'incendie de maisons et de pillages.

L'ONG nationale Jupedec passe à l'échelle internationale

Créée le 15 juin 2000, l'ONG nationale Jeunesse unie pour la protection de l'environnement et le développement communautaire (Jupedec), passe à une échelle internationale. Une assemblée générale relative s'est ouverte à la Faculté de théologie de Bangui (Fateb), le 30 septembre et vise poursuivre jusqu'au 2 octobre 2014. L'assemblée générale vise à hisser l'organisation à l'échelle internationale. Il s'agit d'analyser le plan stratégique de refondation de l'ONG pour la conformer aux normes internationales. La Jupedec œuvre

dans plusieurs domaines dont l'éducation, la santé, la protection de l'environnement, les droits humains, la sécurité alimentaire, la consolidation de la paix, la réhabilitation... Selon le coordonnateur de cette ONG Lewis Alexis Mbolinani, 13 préfectures de la Centrafrique sont couvertes et des points focaux sont installés dans trois pays d'Europe et d'Amérique.

Pour le coordonnateur de la Jupedec, la présence massive des Centrafricains au Sud-Soudan, au Tchad, au Cameroun et les autres pays, sans assistance a poussé son organisation à élargir ses actions.

« *Beaucoup de Centrafricains ont été poussés par la LRA à se retrouver au Sud-Soudan. À Garamboulaye et au Tchad, les gens ont besoin d'appui. Mais en tant qu'ONG nationale, nous ne pouvons pas. C'est pourquoi il faut étendre les champs d'action. Notre vision a été d'abord de soutenir les Centrafricains mais là où nous y seront, les principes humanitaires doivent nous guider afin de nous occuper des autres* », a souligné Lewis Alexis Mbolinani.

L'assemblée générale de la Jupedec prend fin le 2 octobre. Ce sont les représentants de cette organisation et les représentants d'autres ONG qui prennent part à cette AG.

BOALI

La population et les autorités locales se mobilisent pour le retour de la paix

La jeunesse et les autorités locales de la ville de Boali (sud-ouest), ont organisé une marche pacifique le mardi 30 septembre, suivie des activités socioculturelles et sportives. Ces activités s'inscrivent dans le cadre de la promotion de la cohésion sociale dans la ville.

« *Plus jamais ça, nous disons non à la haine, oui au pardon, oui à la paix* », c'est avec ces slogans que la population a marché depuis la falaise de Kassango jusqu'à la mairie de la ville.

« *Cette marche a permis de matérialiser le processus de la cohésion sociale* », a indiqué la sous-préfète de Boali, Gèneviève Gbadin.

« *Nous tous avons été témoins et victimes de la crise qu'a connue le pays. Aujourd'hui, nous voulons laisser tout ça derrière nous. Nous devons marcher et montrer que c'est fini. C'est à nous maintenant de rechercher cette paix* », a-t-elle dit.

Des messages de paix et de réconciliation nationale ont été lancés respectivement par le représentant de la jeunesse de Boali, le représentant

de la communauté musulmane venu de Bangui et le ministre de la Jeunesse et des sports, Arnel Sayo Ningatouloum.

En marge des appels à la réconciliation et à la tolérance lancés par les différentes couches sociales, un match de football a opposé les conducteurs de taxi-moto et les Anti-Balaka de cette ville. Ce match a connu la victoire des Anti-Balaka. Christian Zanga, délégué des conducteurs de taxi-moto, témoigne la volonté de ses collaborateurs de participer à cette activité.

« *Nous ne voulons plus courir dans la brousse. Nous voulons que les gens sortent de leur cachette, cela nous permettra d'avoir des clients et de reconstruire notre vie* ».

Du côté des Anti-Balaka, il est temps d'oublier le passé et de partir sur une nouvelle base.

« *Nous regrettons ce qui s'est passé. Nous demandons pardon à toute la population. Aujourd'hui, nous voulons la paix pour le développement de notre pays* », s'est exprimé le responsable des Anti-Balaka, Sylvain Ndokomadji.

Cette activité s'est déroulée sous la protection des forces de la Minusca déployées dans la ville.

OBO

Un chasseur kidnappé par la LRA s'est échappé

Un chasseur a été kidnappé le vendredi par des éléments de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) de Joseph Kony. L'acte s'est produit à 30 km de la ville de Obo. Le captif s'est évadé le lendemain dans la matinée.

Ils étaient sept chasseurs et un adolescent de 12 ans à être attaqués par ces hommes armés. D'après les faits relatés par l'une des victimes, six d'entre eux ont pu s'échapper. Ils ont réussi à prendre en otage un autre chasseur et un adolescent.

Ils ont été conduits dans le campement des rebelles, où ils ont rencontré le chef de ce groupe, un manchot. Ce dernier leur aurait posé la question sur la position des forces présentes à Obo.

« *Nous avons été dépouillés de tout, ligotés et devons être exécutés le dimanche suivant notre kidnapping. Avec les mains liées, j'ai réussi à m'échapper malgré la poursuite de ces rebelles* », a témoigné la victime. Le jeune garçon est toujours détenu par les hommes de la LRA.

Bambari : altercation entre Sangaris et Anti-Balaka à 15 km de la ville

Une altercation entre les forces de la Sangaris et les Anti-Balaka s'est produite le 29 septembre à 15 km de Bambari, au village Akio (sortie Nord-Est). À l'origine, le désarmement des Anti-Balaka qui se trouvaient dans ce village.

Selon les faits relatés par Fred Mbougou, habitant de cette localité, c'est depuis un mois que les Anti-Balaka se sont repliés dans ce village suite aux multiples combats les opposant aux troupes de l'Opération Sangaris au quartier

Kidigra, l'un des quartiers chauds de Bambari. « *Les forces de la Sangaris et le contingent gabonais de la Minusca de patrouille dans la zone, ont voulu désarmer les Anti-Balaka de ce village, ceux-ci ont riposté au motif qu'ils sont toujours désarmés alors que les combattants de l'ex-Séléka circulent librement avec leurs armes. Cela a donc dégénéré* », a-t-il raconté. « *L'altercation a eu lieu aux environs de 8 heures du matin. Il y a eu deux morts, et des blessés par balle du côté des Anti-Balaka* », a-t-il ajouté.

De retour à Bambari, les forces internationales ont arrêté 12 jeunes, soupçonnés d'être de connivence avec les Anti-Balaka du village Akio. « *12 jeunes hommes déplacés de la paroisse Notre Dame des Victoires ont été arrêtés et conduits à la Gendarmerie de la ville. Ils ont été libérés suite aux manifestations de la population* », a rapporté un autre témoin.

Contactées, ni la Sangaris ni la troupe gabonaise de la Minusca n'étaient joignables pour confirmer ces informations.

La ville de Bambari connaît des mois d'instabilité depuis les affrontements entre les éléments de l'ex-Séléka et ceux des Anti-Balaka.

Réseau des journalistes pour les droits de l'homme

BRIA

La population sensibilisée sur l'arrivée des casques bleus

Une mission conjointe s'est rendue le 28 septembre dernier dans la ville de Bria (centre). Le but de la mission conduite par le ministre de l'Urbanisme et le représentant de l'ambassade de France, est de sensibiliser la population sur l'autorité de l'État et d'annoncer la venue des éléments de casques bleus. Au terme d'une réunion convoquée à la mairie, regroupant plusieurs couches sociales et les autorités administratives locales, le ministre de l'Urbanisme Jacques M. Jacques Demangha a déploré le fait qu'il y a des gens qui se promènent avec des armes dans les lieux publics, alors qu'ils n'en ont pas la qualité.

Le membre du gouvernement a demandé aux habitants de respecter les casques bleus dans l'accomplissement de leur mandat. « *Le gouvernement est en train de voir dans quelle mesure reconstruire les bâtiments admi-*

nistratifs pour que les fonctionnaires regagnent leurs postes », a-t-il indiqué.

Jean Jacques Demafouth, Conseiller en charge de la relation avec la Minusca qui a aussi effectué ce déplacement, a fait savoir à la population que les casques bleus seront déployés dans cette région pour la protection et non pour faire du mal à une communauté donnée. La ville de Bria est actuellement sécurisée par des éléments de la Sangaris. Le constat révèle que des éléments de l'ex-Séléka présents dans cette localité se promènent toujours avec les armes.

L'aérodrome de la ville en phase de réhabilitation

L'aérodrome de la ville de Bria est en train d'être réhabilité. Ceci afin d'élargir le tarmac pour faciliter l'atterrissage des gros avions. Un projet réalisé par des éléments de la San-

garis basés dans cette région.

Les travaux ont démarré le 25 septembre dernier. 12 personnes ont été recrutées par la force Sangaris pour le nettoyage de la piste, afin de permettre aux grands avions d'atterrir sur place. L'Adjudant Rony de la Sangaris joint par le correspondant du RJDH, a fait savoir que son équipe va amener de tracteurs pour élargir la piste.

Selon l'Adjudant Sangaris, le stade préfectoral de cette ville sera également aménagé, afin de favoriser la cohésion sociale entre les communautés, car le sport unit le peuple. « *La réhabilitation du stade permettra aux jeunes de se créer un espace de rencontre et d'échanges* », a-t-il précisé. La ville de Bria fait partie des régions fortement touchées par la crise militaro-politique en RCA. Elle va abriter l'état-major des casques bleus de la Minusca.

INTERVIEW

Jean-Yves Ollivier : « Il faut pouvoir activer la volonté de paix chez ceux qui s'opposent militairement »

Mardi 23 septembre, la toute nouvelle Maison de l'Afrique, située au Nord de Central Park à New York, a invité la Brazzaville Foundation for Peace and Conservation à venir se présenter, via la projection du documentaire Plot for Peace. Née au mois de février dernier, la Fondation œuvre pour la réconciliation et la paix entre États et partis via des méthodes inspirées de celles qui ont abouti à la signature des Accords de Brazzaville le 13 décembre 1988.

Plot for Peace, en français Complot pour la paix, retrace et dévoile les coulisses des négociations de ce 'complot' orchestré par l'homme d'affaires Jean-Yves Ollivier qui a rendu possible la libération de Nelson Mandela, la fin de l'apartheid et l'apaisement de l'Afrique Australe. Le documentaire réalisé par Mandy Jacobson et Carlos Agullo revient sur cette épopée et donne les clés pour comprendre l'action de la Brazzaville Foundation for Peace and Conservation.

Rencontre à New York avec Jean-Yves Ollivier, co-fondateur de la Brazzaville Foundation for Peace and Conservation.

Les Dépêches de Brazzaville : Comment est née la Fondation ? À quel constat répond-elle ?

Jean-Yves Ollivier : La Brazzaville Foundation for Peace and Conservation vient d'une idée du président Sassou N'Guesso qui a mûri et éclos au moment des 25 ans des Accords de Brazzaville. La méthodologie et l'esprit de ces accords méritaient d'être transposés et mis en place dans le cadre d'une fondation œuvrant pour la paix entre partis et États.

Quels sont les processus de fonctionnement et les champs d'action ?

Ce n'est pas une fondation qui fait du papier, réunissant des personnalités pour discuter ou faire des constats. Cette fondation proactive s'inspire des Accords de Brazzaville, tout le processus qui y a abouti, soit des négociations secrètes qui ont pris des années. Par nature, le secret et la confidentialité seront donc des garanties que nous allons offrir aux protagonistes concernés. Nous ne ferons pas de publications ni de rapports d'étapes. Seuls seront informés les membres fondateurs et les éminentes personnalités de la Fondation. Nous communiquerons une fois que les résultats seront là.

Qui sont les personnalités liées à la Fondation ?

Le président Sassou N'Guesso m'a demandé de l'assister, de participer à son animation et de lui donner de l'efficacité. Nous comptons comme l'un des fondateurs impliqués le Sud-africain Dr Mathews Phosa, ex-membre de la branche armée de l'ANC et l'un



Jean-Yves Ollivier, Michael de Kent et Mathews Phosa à la Maison de l'Afrique à New York, le 23 septembre

des fondateurs des bases de la nouvelle Afrique du Sud. Phosa a d'autre part été extrêmement actif dans les négociations, envoyé personnel du président Mandela pour négocier la paix au Burundi, à Ceylan, en Irlande du Nord et récemment encore avec les nouvelles autorités irakiennes. C'est un homme qui a une grande expérience de négociation sur la paix et sa réputation est au-dessus de tous soupçons. La Fondation peut donc tout de suite commencer à travailler puisqu'elle a en moi et en la personne de Mathews Phosa l'expérience de négociation de paix et de réconciliation. Nous comptons avec nous le Prince Michael de Kent, membre de la famille royal d'Angleterre, et avons le support d'un certain nombre de politiciens de renommée internationale, de diplomates, de chefs d'entreprise et de dignitaires respectés. Vont se joindre à nous un ou deux prix Nobel de la paix : je pars à Atlanta où se réunissent, sous l'égide la fondation Carter, tous les Prix Nobel de la Paix. Nous avons déjà été contactée par certains d'entre eux qui souhaitent s'impliquer. La Fondation est composée de 'names', c'est-à-dire des gens de réputation internationale incontestable liée à la paix. Il y aura également un cercle d'hommes d'affaires, séparés des fondateurs, qui donneront assistance dans les contacts et les accès nécessaires à ces négociations de paix. Le président Sassou N'Guesso sera consulté en permanence et j'en ai aucun doute que, lorsque ce sera

nécessaire, il exercera sa connaissance pour nous aider dans les négociations.

Comment la Fondation est-elle financée ?

Nous attendons de ces hommes d'affaires éminents une aide pour la faire vivre. La Fondation va également fonctionner grâce à des donations attendues d'États, d'institutions et d'individus qui veulent participer à cet effort de paix.

Le siège est enregistré en Angleterre à Londres, pourquoi ?

La Fondation est enregistrée en Angleterre sous une forme de « Charity ». La législation anglaise est la plus stricte pour les fondations : chaque année un comité réévalue son action et lui redonne ou pas le titre de « Charity ». Nous avons donc choisi l'Angleterre d'abord pour cette raison, pour le respect d'une parfaite transparence, sans aucune crainte d'être remis en question. La Fondation agit dans le sens d'une charité, de façon altruiste et sans aucun intérêt. Le Prince Michael de Kent a reçu du Conseil de la Reine l'autorisation de devenir l'un des fondateurs animateurs de la fondation. La Fondation sera présente à Kensington Palace.

Où iront vos champs d'actions ?

Nous comptons opérer partout dans le monde et beaucoup en Afrique, où les conflits méritent d'être suivis. Jusqu'à maintenant,

lorsqu'il y a des conflits internes et des guerres civiles, la panacée est d'envoyer des armées, soit des nations, soit des casques bleus. On se rend compte de la limite de ces casques bleus : si on regarde la République démocratique du Congo, il y a 16 000 hommes présents en 13 ans et la situation s'est figée sans porte de sortie. Et je ne parle pas de l'Afghanistan, l'Irak, la Centrafrique ou du Mali... les présences militaires sont nécessaires pour arrêter le tourbillon des guerres civiles mais ce n'est pas suffisant pour réconcilier et construire l'avenir en commun.

Dans quelles mesures les États sont-ils prêts à discuter ?

C'est difficile de faire discuter des États mais les individus sont certainement aptes à le faire. On a à faire à des êtres humains et la nature humaine fait que l'on préfère la paix à la guerre. Il faut pouvoir activer cette volonté de paix chez ceux qui s'opposent militairement et leur donner des garanties qu'il y a un futur, que la paix est quelque chose qui peut engager un avenir positif plutôt qu'une bataille perpétuelle.

Yaura-t-il des événements en marge de vos actions ?

On aura probablement quelques événements, des opérations de levées de fonds, on ne sait pas encore sous quelle forme. Pour l'instant, la Fondation sera présente, elle doit se faire connaître. Nous sommes actuellement et jusqu'en octobre aux États-Unis. Nous avons été invitée à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies à la Maison de

l'Afrique à New York, également invitée par le Black Caucus à Washington, à Atlanta par le Centre Carter où encore à Los Angeles à l'occasion du Sommet des jeunes leaders. Lors de ces manifestations, nous projetons Plot for Peace présenté comme support de la Fondation. Nous avons comme objectif être amie avec d'autres associations œuvrant pour la paix afin de travailler en commun.

Le concept de la Brazzaville Foundation for Peace and Conservation est-il encore inédit ?

À ma connaissance, oui. À part La Communauté de Sant'Egidio qui est une communauté religieuse est une fondation pour la paix extrêmement efficace : elle a notamment fait la paix au Mozambique. Sa limite dans le monde d'aujourd'hui est qu'elle est religieuse, liée à l'Église catholique romaine. En cela, elle est un peu mise de côté dans certains conflits qui sont malheureusement religieux. Pour autant nous souhaiterions collaborer avec cette fondation dont nous avons beaucoup à apprendre car elle a une grande expérience. Nous les avons approchés.

C'est un exemple, il y a aussi beaucoup d'associations d'éducation, de réflexion, se présentant comme des fondations pour la paix et c'est nécessaire. Mais il y en a qui sont peu actives sur le terrain. Ce sera le cas pour la Brazzaville Foundation for Peace and Conservation.

Propos recueillis par Morgane de Capèle

SOUDAN DU SUD

Nouvelle aide des États-Unis à Juba

Le gouvernement américain a annoncé avoir alloué une aide d'urgence de 83 millions de dollars aux réfugiés ayant fui les combats au Soudan du Sud. Cette enveloppe porte le total du soutien apporté par les États-Unis à ce pays à plus de 720 millions de dollars pour l'année fiscale 2014, qui s'est achevée le 30 septembre.

Les nouveaux fonds seront consacrés au ravitaillement, aux soins de santé, aux semences et à l'achat des outils destinés aux bénéficiaires. Annonçant cette aide, à l'instar de plusieurs ONG, dont la Croix rouge internationale (CICR), le département d'Etat américain a, dans un communiqué, donné la sonnette d'alarme concernant l'aggravation de la situation humanitaire et alimentaire sur le terrain. Il a souligné que la guerre civile qui ravage ce plus jeune État du monde menace d'entraîner une famine grave, et que plus de deux millions de personnes - dont des dizaines de milliers d'enfants - sont déjà confrontées à une insécurité alimentaire inquiétante, qui met leur vie en danger. La secrétaire d'Etat adjointe, Anne C. Richard, a indiqué que depuis le début des combats en décembre 2013, plus de 450.000 nouveaux réfugiés et déplacés ont été signalés. Comme on peut le constater, ce nombre est plus élevé que celui enregistré en 2005 après la signature d'un accord de paix ayant mis fin à la longue guerre civile entre le Nord et le Sud. Rappelons que le Soudan du Sud est victime des rivalités entre le président Salva Kiir et son ancien vice-président, Riek Machar. Selon l'ONU, les affrontements inter-ethniques entre les troupes pro et anti-gouvernementales qui ont éclaté en décembre dernier ont déjà coûté la vie à environ 10.000 personnes et poussé plus d'un million de Sud-Soudanais à abandonner leur domicile.

Nestor N'Gampoula



ISO 9001:2008-2420003

Votre Partenaire dans la Maîtrise des Risques & la Valorisation du Potentiel Humain

Le MEFPPPI recherche 14 Directeurs Généraux (H/F) pour les usines en construction de la Zone Industrielle et Commerciale de Brazzaville

Mission :

A la tête d'une unité de production qui comptera à terme une centaine de personnes, vos principales attributions seront de :

- † Représenter la société auprès des partenaires locaux et internationaux (clients, fournisseurs, prestataires), des administrations, des banques et des autorités locales ;
- † Définir et mettre en œuvre la stratégie de développement de la structure selon les orientations du Conseil d'Administration et adapter les moyens humains et matériels pour atteindre les objectifs fixés ;
- † Mettre en œuvre une organisation performante et veiller à la sécurité des personnes, des installations et des moyens logistiques disponibles ;
- † Piloter et développer les activités commerciales de l'entreprise ;
- † Assurer la gestion juridique et financière de la société selon les normes et codes en vigueur ;
- † Définir les prévisions budgétaires et les objectifs financiers de l'entreprise toute en veillant à leur respect au cours de l'année ;
- † S'assurer que l'entreprise respecte la réglementation congolaise en matière de Gestion des Ressources Humaines et être garant du bon climat social ;

- † Animer et fédérer les équipes autour d'un projet de société ;
- † Collaborer étroitement avec le Directeur Général Adjoint en charge des opérations techniques et s'assurer de l'optimisation de la chaîne de production.

Profil :

Issu(e) d'une formation supérieure, idéalement d'un MBA, vous justifiez d'une expérience probante d'au moins 5 ans dans le management d'une unité de production de fabrication de matériaux, ou dans le domaine industriel. Vous avez démontré votre capacité à piloter une nouvelle entité, et vous possédez une forte capacité à organiser et fédérer les équipes autour d'objectifs communs. Enfin, vous détenez les compétences clés du poste : autorité, charisme, capacités managériales, aptitudes à la négociation et à la gestion des hommes, culture technique. La pratique de l'anglais est souhaitée, le portugais est un plus.

Nos domaines d'intervention



Conseil en Organisation & RH
Accompagnement Normes ISO
Formation Professionnelle
Contrôle de Construction
Essais et Mesures
Inspection Electrique, Levage/Colisage, CND

Filiale de APAVE INTERNATIONAL

Postulez en ligne CV + Lettre de motivation avant le 17/10/2014 sur www.apaveinternational-consulting.com

AMC Telecom



Internet à partir de 9.000 FCFA

Avec **mobi** de AMC Télécom

Nouveaux Produits

Nouvelles Satisfactions



Brazzaville: Av. Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, 1er étage, Centre-ville, Rép. du Congo
Pointe-Noire: Av. Charles De Gaulle, Centre-ville (en face de l'hôtel MIGTEL), Rép. du Congo
Téléphones : 00242 05 545 07 60/ 06 950 53 02/ 06 888 81 81
Courriel : support@amc-telecom.com - Web : www.amc-telecom.com



Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous accompagnons pour tous vos besoins en assurances.

- ASSURANCE AUTOMOBILE
- ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE
- ASSURANCE MALADIE
- ASSURANCE VOYAGE
- ASSURANCE TRANSPORT
- ASSURANCE GLOBALE BANQUE
- ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
- ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)
- ASSURANCE INCENDIE
- ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
- ASSURANCE SCOLAIRE

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU

Protégez votre entreprise dès maintenant!



Promotion spéciale

Ordinateurs portables acer

acer

Acer Aspire E1-570



Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

- Acer Celeron (Couleur Rouge)
- Acer Celeron (Couleur Grise)



Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

Acer Aspire V5-131



Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC



Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
Tel: 00242 05 381 34 34/ 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com



65^e ANNIVERSAIRE DE LA CHINE NOUVELLE

L'ambassadeur Guan Jian présente les progrès accomplis par son pays

Le mardi 30 septembre, la République populaire de Chine a célébré le 65^e anniversaire de sa fondation. L'occasion pour l'ambassadeur de Chine au Congo, de présenter les progrès spectaculaires réalisés par son pays dans l'amélioration des conditions de vie de la population, la construction des infrastructures, les innovations scientifiques, techniques, structurelles et institutionnelles.

« Il y a 65 ans, le peuple chinois a terminé, grâce au parti communiste chinois, un long chapitre d'humiliation d'oppression dans son histoire, et a embrassé la naissance de la Chine nouvelle », a déclaré Guan Jian, ambassadeur de Chine au Congo. Il a ajouté que « durant ces 65 ans, le peuple chinois n'a jamais cessé d'explorer la bonne voie pour la Chine nouvelle ». « En comptant sur nos propres efforts, nous avons réalisé l'indépendance et l'autonomie nationale ; grâce à la politique de réforme et d'ouverture, le pays a connu un développement énorme du point de vue économique et social. », a martelé l'ambassadeur Guan Jian, à l'occasion de la réception



L'ambassadeur Guan Jian

qu'il a organisée au siège de la représentation diplomatique de son pays à Brazzaville. Les progrès accomplis par la Chine ces

dernières années sont remarquables lorsqu'on considère la situation économique mondiale qui connaît une récession sans précédent. Ils s'expli-

quent en partie par le fait que ce pays a toujours maintenu son principe axé sur le travail et la stabilité politique. Selon l'ambassadeur, au lieu de lancer les mesures de simulation forte, le gouvernement chinois s'applique fermement à promouvoir la réforme, à réajuster la structure économique et à améliorer les conditions de vie de la population. Ce qui a fait qu'au premier semestre de cette année, 2014, le taux de croissance économique de la Chine a déjà atteint 7,4%.

« Au second semestre de l'année en cours et durant les années à venir, la Chine va continuer à accélérer la transformation du mode de développement économique, faisant progresser le réajustement structurel à travers la réforme structurelle, s'efforçant de promouvoir les innovations institutionnelles, scientifiques et techniques, afin que l'économie chinoise puisse maintenir une croissance moyennement rapide, la faire monter en gamme et accéder à un niveau moyennement élevé », a indiqué le diplomate.

Guan Jian a saisi cette opportunité pour parler de l'excellence de la coopération sino-congolaise. Après 50 ans d'existence, cette coopération a atteint un niveau sans précédent, a reconnu

l'ambassadeur. Les relations entre la Chine et le Congo sont fondées essentiellement sur la construction des infrastructures de base, la protection environnementale et le développement durable, la santé, l'éducation, la culture, le sport, les échanges entre les partis et les peuples des deux pays.

Quant au volume commerce bilatéral entre le Congo et la Chine, il tourne autour de trois milliards vingt-trois millions de dollars américains. Ce qui fait du Congo le 2^e partenaire de la Chine en Afrique centrale et le place au 6^e rang au niveau africain. D'ailleurs, les relations entre la Chine et l'Afrique sont basées sur un partenariat gagnant-gagnant dans le domaine économique et commercial.

Au mois de juin dernier, le président Denis Sassou N'Gusso a effectué une visite d'Etat en Chine. Cette occasion avait permis aux deux Etats de renforcer leurs relations bilatérales.

Notons par ailleurs que la Chine est le premier partenaire commercial du continent africain. En 2013 par exemple, le volume d'échanges entre ce pays et l'Afrique a atteint le chiffre de dix milliards deux cents millions de dollars américains.

Nestor N'Gampoula et Fiacre Kombo (Stagiaire)

MUSIQUE

« Zala mayele na mokili », premier opus d'Anicet Magrego Malonga

Anicet Magrego Malonga est un artiste musicien congolais moins connu par les amoureux de la musique brazzavilloise. Il est en même temps peintre, auteur - compositeur, coiffeur et ancien élève de l'école de peinture de Poto-Poto. Il a sorti au mois d'août son premier album solo de plus de huit titres.



L'artiste Anicet Magrego Malonga

portant atteinte aux bonnes mœurs. Les textes qui s'y trouvent contiennent tout en facilitant la compréhension de tous ». Cet album est l'opposé de ce que le public a l'habitude d'écouter.

L'artiste cherche des distributeurs pour pouvoir écouler son opus en Europe, en Afrique et particulièrement au Congo. Anicet Magrego Malonga invite par ailleurs le public à écouter « Zala mayelé na mokili » car, il ne sera pas déçu.

L'ancien élève de l'école de peinture de poto poto a réalisé de fresques et participé plusieurs fois aux expositions dans son pays natal avant de partir pour l'étranger. Tout comme il

a animé plusieurs ateliers de formation en art plastique.

En 1994, Anicet Magrego Malonga a gagné le prix de peinture Ciciba (Centre International des civilisations bantu) des jeunes talents, organisé à Brazzaville.

En 2000, il intègre la Chorale Cardinal Emile Biayenda d'Abidjan en Côte d'Ivoire, en 2009, Anicet Magrego choisit Montréal comme deuxième pays, c'est là-bas qu'il réside actuellement avec sa petite famille. Sa passion pour la musique le pousse à s'engager davantage.

Rosalie Bindika

L'artiste évolue à Montréal, au Canada. Son premier album solo « Zala mayele na mokili » est un mélange bien rythmé et coloré de ndombolo, reggae et de folklore. Il comporte plus de huit titres, qui parlent de l'amour, la femme, l'éducation, la jeunesse et les faits de société « J'ai choisi de m'inspirer de ces styles parce qu'ils sont fondés sur un profond message qui prône l'amour du prochain, l'unité des hommes »

Parmi les titres, on peut citer : Sai-lé, Karina, Jaka ; Mamo ; Banda ; Allo, Tongo ; miss Nzumba « Mon album ne comporte pas de grossièretés. Il ne contient ni vulgarités ni expressions

THÉÂTRE

« Chef de famille malgré lui » présentée au public

La pièce qui peint les indignations des veillées funèbres au Congo est du dramaturge congolais, Jean-Marie Bamokéna, mise en scène par Olivier Bouesso-Nkouka.

La pièce de théâtre Chef de famille malgré lui, qui a été présentée au public par la troupe théâtrale l'Agora, est née d'un fait de vie réelle vécu par le dramaturge congolais Jean Marie Bamokéna. C'est la réalité du triste spectacle des veillées funèbres. En effet, Poto-Poto, neveu de Moboulou, un amoureux des femmes, trouve la mort. Contre son gré, Poto-Poto devient le chef d'une famille des hommes aux langues discordantes. Sa mère, son oncle Tapalé et sa grand-mère font le procès du disparu et accusent sa femme Bwaka Nzoto, une Congolaise résidant en France, de coupable du meurtre de leurs fils, oncle, frère, etc. Poto-Poto est obligé de prendre les choses en mains pour que son oncle soit enterré. Ceci après abandon de son oncle Tapalé pour des disputes autour du défunt (lieux de veillée, son héritage, le comportement de ses femmes jugé anormale pendant la veillée, car certaines d'entre elles le trompaient avec d'autres hommes, sont des sujets qui

suscitent des tensions au sein de la famille du disparu) et malgré tout ce vacarme, Moboulou est mis en terre.

Par ailleurs, aux heures de l'enterrement, la principale accusée venue de France pleurer son mari apporte aux parents les cendres de leur fils incinérés, tel que recommandé de son vivant. Alors que contrairement à la modernisation, les trois autres veuves vivent les rites de la tradition congolaise en ce temps de malheur. Une période où les questions d'héritage, du respect du défunt, des mœurs africaines, d'amour refont surface et divisent.

Entre vie courante et expérience personnelle, le très créatif dramaturge Jean-Marie Bamokéna replonge les Congolais à travers cette pièce de théâtre dans le bol de leur vie au quotidien. Loin d'un jugement sur étiquette, Chef de famille malgré lui est un rappel à l'ordre pour les Congolais dont la vie quotidienne est remplie de travers tordant le cou aux bonnes mœurs. Il a écrit donc cette pièce pour partager ce moment de vie et convier les intellectuels congolais à ce genre de réflexions. « Ce n'est pas la veillée qui me préoccupe, ce qui me préoccupe c'est susciter l'intérêt sur des sujets multiples de notre vie courante. Les intellectuels doivent écrire sur des sujets

qui concernent notre vie de tous les jours », a déclaré le dramaturge.

Cette pièce, qui a enseigné plus d'une personne sur la vie courante des Congolais, a poussé des spectateurs à acclamer fortement la troupe Agora. Le message de Jean-Marie Bamokéna a visiblement touché le public. Il a lancé également un appel aux autorités de ce pays de soutenir les Vendredis des arts et des lettres. « Un pays qui a peur du théâtre est un pays qui a peur de se regarder et a plus de chance de se tromper... Nous lançons un cri pour que le ministre Henri Djombo soit soutenu dans tout ce qu'il fait et que Brazzaville soit une terre des arts et des lettres. Que les autorités congolaises soutiennent les Vendredis des arts et des lettres, organisés par l'Union nationale des écrivains, artistes et artisans du Congo, afin qu'ils restent pérennes », a conclu Jean-Marie Bamokéna. Notons que la troupe théâtrale l'Agora qui a interprété la pièce Chef de famille malgré lui est invitée en novembre prochain pour représenter la République du Congo en Nouvelle Calédonie. Pour ce faire, elle a sollicité le soutien financier des autorités congolaises afin de prendre en charge une partie de leur voyage.

Bruno Okokana

DÉMOBILISATION ET RÉINSERTION

HRW met à nu les déficiences du processus DDR

L'enquête menée par Human Rights Watch (HRW) dans le camp de Kotakoli, en septembre 2014, a abouti au constat que quarante-deux combattants démobilisés et au moins cinq femmes et cinquante-sept enfants y sont décédés depuis décembre 2013.

C'est à la fois triste et tragique ce qui se passe au camp de Kotakoli situé dans la province de l'Équateur. C'est dans cet ancien centre d'entraînement de commandos militaires délabré construit en 1965 que les anciens combattants démobilisés et leurs dépendants, qui sont près d'une centaine, ont été regroupés dans le cadre du programme Désarmement, Réintégration et Réinsertion (DDR). En attendant d'un nouveau programme DDR et leur éventuel déplacement vers d'autres lieux plus cléments, ces anciens combattants et leurs familles mène-

raient une vie d'enfer à Kotakoli, loin de toute assistance gouvernementale. On retrouve dans le lot, les anciens combattants issus du M23, des groupes Nyatura, de l'Alliance du peuple pour un Congo libre et souverain et ceux d'autres groupes Maï-Maï. Toutefois, bon nombre d'entre eux se trouvaient auparavant dans des centres de regroupement dans le Sud-Kivu avant leur acheminement à Kotakoli. Et pourtant, lors de leur reddition à la suite de la débâcle du M23 en septembre 2013, ces combattants ont été rassurés d'une prise en charge effective du gouvernement en perspective de leur réinsertion dans la vie sociale. Aujourd'hui, la situation apocalyptique dans laquelle ils se retrouvent est aux antipodes des promesses faites. C'est ce qu'a constaté Human Rights Watch qui vient de mener des investigations à Kotakoli où grouillent plus de cent familles abandonnées à leur triste sort. Dans un rapport acca-

blant, cette ONG décrit la misère infernale que côtoient les pensionnaires de ce site qui manquent de tout, jusqu'au strict minimum. « *En raison du manque de nourriture et de l'absence quasi totale de soins de santé, de nombreux anciens combattants et membres de leurs familles sont tombés malades et sont morts de malnutrition et de maladie* », souligne le rapport de HRW.

Les enquêteurs de cette ONG, qui ont eu des entretiens avec les anciens combattants, les membres de leurs familles, les superviseurs du camp et les membres de la communauté locale, ont recensé des témoignages poignants qui donnent la mesure du drame vécu à Kotakoli. Des enfants malades ont succombé entre les mains de leurs parents qui n'ont pas d'argent et manquent de médicaments, des femmes enceintes ont fait une fausse couche en raison du manque de nourriture et, chaque jour, l'on pouvait enterrer

jusqu'à cinq corps dans des conditions atroces.

Un site difficile d'accès

Pour toute justification, le gouvernement a mis en avant l'isolement de la zone - entourée de forêts denses et quasiment inaccessible par la route - précisant que l'approvisionnement du camp avait été compromis par le mauvais état des routes dans la région. En plus, les retards significatifs dans la mise en œuvre du nouveau programme DDR et l'hésitation des bailleurs de fonds à le financer ont fait que les pensionnaires passent plus de temps que prévu à Kotakoli alors que l'option de leur transfert vers un autre centre de regroupement plus commode avait été déjà levée. Pendant que les responsables militaires évoquent le manque de moyen de transport pour assurer le déplacement des concernés, HRW dénonce une violation du droit humanitaire international (droit

de la guerre) et du droit international relatif aux droits humains. Cependant, pour aider à restaurer la confiance dans le programme DDR, HRW a exhorté la Monusco, dans le cadre de son mandat de protection des civils, à jouer un rôle plus actif dans le programme en agissant comme garant du processus. « *La mission devrait assurer une supervision conjointe avec le gouvernement, aider à faire respecter les droits humains et surveiller l'utilisation des fonds* », indique HRW à titre de recommandation. L'ONG exhorte, par ailleurs, le gouvernement à traduire en justice les personnes responsables des mauvais traitements infligés aux anciens combattants démobilisés. Les combattants démobilisés regroupés aux sites de Kamina (Katanga) et de Kitona (Bas Congo) subiraient aussi le même calvaire que leurs pairs de Kotakoli, à en croire HRW.

Alain Diasso

FONCTION PUBLIQUE

Un forum international en vue pour la réforme et la modernisation

La rencontre de haut niveau, qui sera organisée dans cette double perspective au Kempinski Hotel/Fleuve Congo les 2 et 3 octobre, entend centrer son propos sur le « Rôle de l'Administration publique pour la transformation d'un État post-conflit en pays émergent » en statuant sur le type de réformes adaptées de sorte à rendre plus efficaces et accessibles les services publics en RDC.



L'affiche du forum international de la Fonction publique

Les travaux du Forum international qui ouvrira ses portes jeudi porteront sur trois thèmes circonscrits dans le thème générique « *Rôle de l'Administration publique pour la transformation d'un État post-conflit en pays émergent : Quelles réformes en vue de moderniser l'Administration publique pour l'efficacité et l'accessibilité des services publics en RD Congo ?* ». « *Contexte, défis et enjeux de la réforme et modernisation de l'Administration publique* » constituera l'entrée en matière, suivi de « *Rationalisation et gestion innovante des Ressources humaines de l'Administration publique* » annoncé comme second thème. Les travaux vont se conclure sur la « *Stratégie pour la transformation de l'Administration en une Administration publique de développement et la fourniture des services publics de qualité aux usagers* ».

Quinze différentes sessions thématiques sont inscrites dans le programme de ces assises, à raison de quatre à cinq pour chacun des trois thèmes. Prévu en plénières, elles devraient permettre de traiter chacune des probléma-

tiques sous différentes facettes. Et la synthèse générale de chaque thème devrait suffire à cristalliser les acquis des échanges. Ceci devrait faciliter l'élaboration des recommandations à l'adresse du gouvernement de la RDC devant sanctionner la fin des travaux. Un document d'importance à même d'enrichir la stratégie de mise en œuvre de la réforme en cours. Il convient ici de rappeler que l'objectif primordial du programme d'action du gouvernement est de poursuivre et finaliser les réformes institutionnelles. Ce, en vue de « *renforcer l'efficacité de l'État, à travers son bras séculier que constitue l'administration publique* », souligne-t-on.

De grands enjeux

Les enjeux du Forum international organisé sous le haut patronage du Premier ministre Matata Ponyo requièrent, dit-on, « *un processus de réflexion profonde sur les grandes options de la Réforme administrative* ». Et on souligne que sa vision, sa stratégie politique ainsi que ses modalités de mise en œuvre devront être connues et partagées par toutes les parties prenantes. Il s'agit donc de l'ensemble du gouvernement, des élus, des syndicats, des partenaires au développement, des

usagers des administrations, du secteur privé ainsi que des organisations de la société civile. C'est dire que les prochaines assises se proposent de « *drainer une expertise professionnelle de haut niveau et de fournir un cadre approprié à ladite réflexion et au partage d'expériences* ».

Hormis le ministre de la Fonction publique, Jean-Claude Kibala l'hôte des assises, le Forum entend réunir de bien prestigieux intervenants. Au nombre des orateurs, il y a lieu ici de citer notamment Serge Michailof, Edward Brown, Stéphane Kesler, Azzedine Diouri, le Pr Ibrahim Lokpo, Jacques Akanni, Mme Louise Ouimet, Charles Jean Ngoy wa Kassangana et Karim Lo. Il faut souligner que l'évènement paraît le lieu indiqué pour les experts et représentants des organismes nationaux et internationaux précités de mettre à contribution les acquis des débats et échanges de sorte à appliquer les stratégies gagnantes sur le sentier de la réforme et la modernisation de l'Administration publique. De quoi, estime-t-on, la « *placer et la maintenir sur les rails de la reconstruction, de la refondation et de la restauration de l'autorité de l'État* ».

Nioni Masela

INDICE MO IBRAHIM

La RDC améliore sa cote

L'indice Ibrahim de la gouvernance africaine classe pour l'année 2014 la République démocratique du Congo à la quarante-septième place sur un classement de cinquante-deux pays, avec la note de 34,1%.

Spécialisée dans les évaluations qu'elle fait chaque année sur l'état de la gouvernance sur le continent africain, la Fondation Mo Ibrahim vient de publier son dernier rapport sur l'année 2014. Il ressort de ce document que la RDC se classe à la quarante-septième place sur un classement de cinquante deux pays. L'indice Ibrahim 2014 est donc favorable pour le pays qui gagne ainsi quatre places par rapport à l'année dernière où il s'est situé au bas du classement.



Le milliardaire Mo Ibrahim

Avec la note 34,1%, la RDC s'est nettement améliorée de 0,8% en cinq ans particulièrement dans le secteur socioéconomique et du développement humain. Si sur ces deux fronts, des progrès sont perceptibles, il n'en est pas le cas dans les domaines de la sécurité et de l'État de droit. Là-dessus, les experts de l'indice Mo Ibrahim constatent qu'il y a encore beaucoup à faire pour crédibiliser le pays à l'échelle internationale. Toutefois, pense-t-on, la RDC est sur une bonne dynamique. La

dernière libération des amnisties ayant répondu aux critères d'éligibilité fixés par le gouvernement, la récente marche de l'opposition s'opposant à la révision constitutionnelle, la grâce présidentielle accordée au pasteur Fernando Kutino et la mise en place imminente de la Commission nationale des droits de l'Homme sont autant des signaux qui prouvent que le pays progresse sur la voie du respect des droits fondamentales des citoyens et de la sécurité.

Commentant le classement de la RDC à l'Indice Mo Ibrahim 2014, Abdoulie Jannah, chargé des relations de la Fondation explique « *qu'il y a certains endroits qui demandent peut-être un peu plus d'amélioration* ». Il est à noter qu'en tête de liste se retrouve l'Île

Maurice avec 81,7%. Au bas du classement, la RDC devance des pays tels que la Guinée-Bissau (33,2%), le Tchad (32,3%), l'Érythrée (29,8%), et la RCA (24,8%). Réagissant à ce rapport, le porte-parole du gouvernement l'a relativisé estimant que les rapports établis par des ONG sont souvent biaisés et ne répondent pas souvent aux intérêts de la RDC. « *Nous ne pensons pas que nous devons nous regarder avec les yeux des autres* », a indiqué Lambert Mende tout en accordant plus de crédit aux rapports d'évaluation sur la bonne gouvernance faits au niveau institutionnel plutôt que par des ONG. La fondation Mo Ibrahim existe depuis huit ans et œuvre dans le domaine du leadership et de la gouvernance en Afrique en proposant des outils visant à améliorer ces secteurs.

A.D.

HÔPITAL DE PANZI

Après le livre, le film

Les Films de la Passerelle annoncent pour fin février la finalisation du documentaire Docteur Mukwege, un destin au cœur de l'Afrique qui revient avec force sur le sujet déjà abordé dans L'Homme qui répare les femmes.

En marge de la nomination du Docteur Mukwege au prestigieux Prix Sakharov, la société de production belge a annoncé, le 30 septembre, la fin de la seconde période de tournage du documentaire au Kivu. L'expertise commune du cinéaste Thierry Michel et de la journaliste Colette Braeckman a abouti à la réalisation de ce film dont les avant-premières sont prévues entre mars-avril 2015. Comme le laisse deviner son titre,

Docteur Mukwege, un destin au cœur de l'Afrique, le documentaire fait un focus sur le travail exceptionnel du gynécologue initiateur de l'hôpital de Panzi au Sud-Kivu. Rien de bien étonnant que cette réalisation choisisse de faire encore plus de lumière sur les quinze ans que le Dr Denis Mukwege a consacré jusqu'ici à se battre pour porter secours aux femmes violées en RDC. Devenu militant des droits de l'Homme par la force des événements, il est à ce jour compté au nombre des personnalités de notoriété mondiale grâce à son estimable dévouement à sa cause au péril de sa propre vie.

Du reste, la nomination de Denis Mukwege au Prix Sakharov, octroyé en honneur aux personnes

ou aux organisations qui ont consacré leur existence à la défense des droits de l'Homme et des libertés, vient conforter sa reconnaissance internationale. Mais, bien plus encore, celle « de la cause qu'il défend et de ces femmes victimes de la guerre mais aussi de dénonciation de la violence des hommes », comme le soulignent Les Films de la Passerelle. Et ils estiment en plus que le fait de « cette nomination à ce prix au fort potentiel politique marque également un engagement ferme du Parlement européen dans le sens du changement en RDC ».

L'intérêt des Films de la Passerelle pour l'action du célèbre gynécologue est d'autant plus manifeste qu'elle s'inscrit dans la ligne



Le Dr Denis Mukwege dans un extrait du documentaire

de son orientation personnelle portée vers la création documentaire de films engagés notamment dans des problématiques sociales, humanitaires et politiques. Dès lors, ils se sont satisfaits que la seconde phase de tournage susmentionnée se soit « très bien déroulée », à l'instar de la précédente. Ce, non sans reconnaître avoir « été ébranlés par la violence dont

les hommes sont capables ». Mais d'avouer ici qu'ils ont trouvé en « la résilience de ces femmes victimes de violences innommables et la détermination, le courage du docteur Mukwege dans sa croisade pour la justice et contre l'impunité » la force de se mobiliser malgré tout à la poursuite de leur ouvrage.

Nioni Masela

SANTÉ SCOLAIRE ET UNIVERSITAIRE

Le personnel du programme national sensibilisé sur Ebola

Après les journalistes, les coordonnateurs des universités et instituts supérieurs, c'est le tour des agents évoluant au Programme national de la santé scolaire et universitaire à être impliqués dans la lutte contre l'épidémie à virus Ebola qui a causé le 24 septembre quarante-deux décès.

Au cours d'une journée de sensibilisation organisée à leur intention par le Comité national de la lutte contre la maladie du ministère de la Santé publique avec l'appui du projet de communication C-Change/FHI360, le personnel a été appelé à soutenir la lutte contre cette maladie par la prévention. Pour mener à bien cette tâche, les agents et cadres du programme national de la santé scolaire et universitaire ont été informés sur l'historique de la maladie expliquée par le Pr Vincent Lukunku, membre du Comité national de la lutte contre la maladie. De son côté, le Dr Jules Bongongo a planché son exposé sur le mode de contamination, la prévention et les signes de cette maladie.

C'est pour la septième fois que cette épidémie est déclarée en RDC. Selon le Pr Vincent Lukunku, la première épidémie qui avait fait 224 décès a été déclarée en 1976 à Yambuku dans la province de l'Équateur. D'autres épidémies ont ensuite été déclarées en 1977, en 1995 à Kikwit, 2008 et 2009 à Mweka au Kasai-Occidental, 2012 à Isiro en Province Orientale et 2014 à Djera en Équateur.

Maladie dangereuse, meurtrière et très contagieuse car 60 à 90% de personnes qui la contractent en décèdent, Ebola peut toutefois être prévenue en observant les règles d'hygiène. Pour ce faire,

le Dr Jules Bongongo demande à la population de ne pas paniquer devant un malade d'Ebola. Il conseille plutôt d'informer les professionnels de santé pour qu'il soit pris en charge. « Lorsque la personne est précocement prise en charge, elle a plus de chances d'être guérie », martèle le Dr Jules Bongongo qui fait, par ailleurs, savoir qu'il n'existe pas de traitement spécifique contre cette maladie, on soigne plutôt les signes de la maladie, c'est-à-dire un traitement symptomatique. La prévention reste donc le seul moyen efficace.

Ce qu'il faut connaître de la maladie à virus Ebola

La maladie se transmet par deux voies de l'homme à l'homme et de l'animal à l'homme. Lors de la manipulation des corps de personnes décédées d'Ebola ou à travers des personnes infectées, ou encore par les objets ayant servi au malade, l'on peut contracter la maladie. Il y a aussi la manipulation des animaux trouvés morts dans la forêt tels que les singes, les chauves-souris, les gorilles, les rats, les antilopes, les porcs.

La maladie a une période d'incubation qui varie de deux à vingt et un jours. Elle se manifeste par la montée brutale de la fièvre, une fatigue intense, des maux de tête, l'anorexie, des douleurs musculaires et articulaires, des nausées, la diarrhée, les éruptions cutanées, le saignement des gencives, du nez, de la bouche, de l'anus, des yeux, des voies urinaires, les difficultés à avaler et à respirer, les hoquets. Pour prévenir la maladie, il est donc conseillé de se laver les mains avec de l'eau propre et du savon ou de la cendre, ne pas toucher un malade d'Ebola et des personnes décédées de cette maladie, se rendre au centre de prise en charge en cas de fièvre brutale.

.A. Nz.

MSF

Fausses idées, manque de routes et de structures empêchent le travail des équipes sur Ebola

La sensibilisation de la population reste un des plus importants défis dans la lutte contre la maladie à virus Ebola dans la province de l'Équateur où a été déclarée cette épidémie. Dans la riposte contre cette maladie, indique un communiqué de l'ONG médicale Médecins sans frontières (MSF), il y a plusieurs défis à relever.

Selon Carolina Nanclares, coordinatrice médicale, il y a beaucoup d'idées fausses et de superstitions autour d'Ebola et ce qui se passe dans un centre de prise en charge, et les précautions à prendre quand on travaille sur une épidémie d'Ebola sont souvent en contradiction avec les pratiques locales.

La population, fait-elle remarquer, a un certain degré de résistance aux messages que nous lui communiquons. C'est pourquoi tous les acteurs impliqués doivent multiplier leurs efforts pour sensibiliser les gens. Les messages sur les mesures préventives et l'importance d'identifier à temps les patients doivent continuer à être adressés à la communauté. Pour elle, il faut alors augmenter les activités de promotion de la santé.

« Il y a beaucoup d'efforts de tous, mais les défis restent importants pour déjouer la résistance de la population à venir dans les centres de prise en charge, pour suivre les contacts et parvenir à temps dans les villages où il y

a eu un décès pour assurer des enterrements protégés », alerte Carolina Nanclares tout en ajoutant que pendant la première phase d'intervention, les activités se sont concentrées sur la mise en place des centres de prise en charge. « À Lokolia, c'était particulièrement compliqué parce qu'il n'y avait pas de structures, nous avons dû tout construire. Nous menons également d'autres activités, comme la promotion de la santé et de l'hygiène, le transport des patients vers nos structures, la décontamination des maisons et la préparation des corps des défunts pour les enterrements. Nous offrons également un support psychologique à nos patients et leur famille », fait savoir Carolina Nanclares.

La logistique aussi fait face à quelques défis, comme le reconnaît Julien Binet, coordinateur logistique pour MSF. « Malgré les conditions difficiles, MSF a jusqu'à présent envoyé plus de cinquante-quatre tonnes de matériel et déployé plus de soixante personnes à Lokolia et Boende. L'accès aux zones concernées est très difficile. Nous sommes au milieu de la forêt équatoriale, là où il y a peu de routes, et en mauvais état. Quand les 4x4 ne parviennent pas jusqu'aux villages, nous envoyons des vélos ou des pirogues, mais certains villages sont complètement isolés. Cela limite considérablement notre capacité à comprendre l'étendue

réelle de l'épidémie ». Les équipes de réponse à l'épidémie, dont plus de soixante membres de MSF, continuent à travailler dans des conditions très difficiles. En cause du manque de routes dans la zone touchée, mais aussi le manque d'information de la population à propos de la maladie et des risques encourus si les personnes qui ont été en contact avec le virus ne sont pas prises en charge. Deux centres de traitement ont été établis, l'un à Lokolia ayant une capacité de quarante lits et l'autre à Boende avec dix lits.

Depuis le début de l'intervention, quarante-deux patients ont été admis dans les deux centres de prise en charge d'Ebola de MSF. Vingt de ces patients ont été testés positifs au virus Ebola, via des tests en laboratoire, parmi lesquels douze sont décédés et sept sont sortis guéris et ont pu rentrer chez eux. Un patient est toujours hospitalisé. « Il n'y a pas de traitement pour Ebola », insiste Carolina Nanclares, « mais si on offre des soins appropriés aux patients, leur corps a le temps de développer une immunité et combattre le virus », explique-t-elle. Plus les soins sont administrés à temps, plus les chances de guérison sont importantes, c'est pourquoi il est indispensable que les patients se présentent au centre de prise en charge dès les premiers symptômes.

Aline Nzuzi

DÉCLARATION DE PERTE DE CERTIFICAT

Je soussigné Isomongoli Ngelo Mbe Baloma Norbert, déclare avoir perdu le certificat d'enregistrement Volume A MA 45 Folio 181 parcelle numéro 27.680 du plan cadastral de la commune de Mont Ngafula. Cause de la perte ou de la destruction : déménagement.

Je sollicite le remplacement de ce certificat et déclare rester seul responsable des conséquences dommageables que la délivrance du nouveau certificat d'enregistrement pourrait avoir vis-à-vis des tiers.

Fait à Kinshasa, le 25/09/2014

Isomongoli Ngelo Mbe Baloma Norbert

VIE ASSOCIATIVE

L'Alliance française de Kinshasa reprend ses activités

Le programme mensuel présenté pas son site de Lemba constitue la preuve éloquente de cet effort fourni par le comité provisoire mis en place par l'arrêté interministériel, qui vient de terminer sa mission par l'élection du comité urbain de cette association.

Dans le menu du mois d'octobre, le site de Lemba de l'Alliance française de Kinshasa (AFK) note l'organisation, le 5 octobre, d'un concert religieux avec Marie Misamu et Mike Kalambay alors que le 17 octobre le site prévoit le lancement de sa première saison culturelle. Dans le cadre de cette activité, la troupe Marabout Théâtre présentera la pièce Piège de l'ignorance de Nzey van Mun-sala.

Le programme prévoit également, le 19 octobre de 12 à 20 heures, le premier fancy-fair des artistes congolais dénommé « Makoutano ». Avec cette activité, l'AFK veut créer un cadre pour recevoir, une fois le mois, des artistes de tous les secteurs confondus afin de leur permettre de s'égayer soi-même. Au menu de cette journée, il y aura des concours de karaoke, etc. Alors que le 31 octobre, il est prévu la production du ballet Théâtre

Mboloma dans la pièce Village Mboloma, d'Ingange Guelord.

Relance des activités

Ce programme dénote de la volonté du comité élu du site de Lemba, conduit par le président Didier Basambombo, de répondre aux attentes de la jeunesse de cette partie de la ville-province de Kinshasa et des membres de l'AFK, qui lui a confié la mission de relancer les activités de ce site. Cette volonté a été matérialisée avec les élections organisées à différents niveaux jusqu'à doter l'AFK de son comité urbain. Il a, en effet, été organisé, le week-end dernier, dans l'enceinte du site de Lemba, l'Assemblée générale électorale qui a permis aux différents comités de sites et les députés des sites votés dernièrement d'élire le comité urbain qui devra conduire aux destinées de cette association pour les deux premiers années d'après la grive crise qui miné la vie de cette ASBL pendant plusieurs années. Dans cette optique, le président du comité provisoire, le Professeur Félicien Munday, a été reconduit et élu comme président du comité urbain. Il est entouré de plusieurs autres personnalités parmi lesquelles Damien Kanda, comme vice-président, Christophe Mvumbi, comme se-



Le site de l'AFK-Lemba

crétaire général, Médard Koyo, Trésorier et Isesa, comme l'un des auditeurs, etc.

Une épine dans le pied de l'AFK Alors que les activités sont effectives au sein de cette association et que les membres ont repris leur pouvoir, par la participation aux différentes assemblées générales convoquées pour rétablir la paix sociale et relancer les activités de l'AFK, le site de la Gombe, qui est également le siège du comité urbain, reste toujours scellé par une décision de la justice. Cette mise sous scellés de ce site pénalise de nombreuses personnes qui

attendent de suivre les différents modules des cours organisés par l'AFK dont le français, l'informatique, etc.

L'affaire se trouve actuellement devant la Cour d'appel de la Gombe, qui a été sollicitée par l'ancien président Beya, demandant de casser l'arrêté interministériel qui avait mis en place le comité provisoire, avec comme mission notamment de rétablir la paix sociale et de relancer les activités de cette ASBL. Cette décision des ministres du gouvernement Kimbuta, note-t-on, avait été prise, en février 2014, suite à

une lettre du ministre de l'Intérieur du gouvernement central, qui avait demandé en 2012, au gouverneur de la ville-province de Kinshasa de prendre des mesures afin de mettre fin à la situation qui prévalait au sein de cette association et qui a été décriée par l'ambassade de France, en suspendant son partenariat avec l'AFK en mars 2012, « suite à la mégestion » de l'ex-président Beya wa Kabenga. « Cette situation a fait que l'AFK n'a pas pu bénéficier des fruits du sommet de la Francophonie tenue à Kinshasa parce que le partenariat avec l'ambassade de France avait été coupé », a expliqué un membre qui a également souligné qu'au moment de la prise de cet arrêté interministériel querellé, l'ex-président Beya avait déjà épuisé, depuis juin 2012- plus de deux ans donc- ses deux mandats statutaires dont le dernier était entouré de beaucoup de problèmes. Pour ce dernier, cette affaire devant la justice devrait automatiquement s'éteindre « étant donné que les membres se sont approprié, avec l'assemblée générale du 29 mars, l'arrêté interministériel attaqué et remis de l'ordre dans leur association ».

Lucien Dianzenza

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

Un rendez-vous
quotidien
incontournable

CEIL OUDJAT

Kinshasa vue à travers l'objectif de Julie Djikey

Sa vision personnelle de la capitale dont elle a capté des instants fugaces de jour comme de nuit, la photographe performeuse et graphiste l'a offerte à la vue de tous, le 25 septembre, sur un tronçon de la voie ferrée située en face de la clôture de l'Institut des beaux-arts.

Ironie ou simple coïncidence ? Toujours est-il que Julie Djikey était parvenue à réunir un certain monde en dessous du panneau portant l'inscription : « *Circulation interdite. Nzila-Nziku* ». À cet endroit bien connu baptisé « Arrêt rail » en référence à la voie ferrée qui traverse l'avenue Rivière bordant la chaussée de la célèbre ex-avenue 24 Novembre. Disponible pour tous et souvent questionnée par le public, Djikey invitait à la considérer de la sorte : « *Ce sont les traces et empreintes de mon long parcours et processus de création depuis 2009. Des photos prises et gardées au fur et*

à mesure ».

Mise en interaction directe avec le milieu, les quadros (réparateurs de pneus et le garage à ciel ouvert juste à côté, l'œuvre in situ était créée exprès pour se fondre dans le décor du cadre qui l'a abritée. Œil Oudjat muée en exposition en plein air se voulait aussi en interaction avec le public qui avait la liberté de s'y promener quitte à s'en offrir la meilleure perception. Mais Julie ne se priait pas pour expliquer sa démarche : « *Je suis urbaine, je travaille dans la rue, je fais du street art et donc je montre le vrai visage de l'urbanité kinoise dans tous les sens et ma façon de voir les choses* ».

Quant au nom dont elle l'a baptisé, en parallèle à l'imagerie de l'Égypte antique où l'Œil Oudjat est un symbole protecteur représentant l'œil du dieu faucon Horus, elle faisait allusion ainsi au regard bienveillant à défaut d'être vraiment protecteur qu'elle porte



Julie Djikey en dialogue avec un visiteur curieux et intéressé

sur la ville où elle habite et qu'elle aime. Équipée d'une combinaison immaculée un peu trop large qui la faisait passer pour une garagiste mais qui, en même temps, pouvait s'assimiler à la combinaison de protection d'usage courant en laboratoire ou, à la limite, à la blouse d'une urgentiste elle ne manquait pas de s'expliquer sur le

choix de cet accoutrement. « *Cette tenue a un sens, je suis en plein mouvement, en plein travail, je tiens à me protéger pour ne pas me salir* ». Vu les objets manipulés, des pneus usagés à l'abandon que l'on imagine ramassés n'importe où, dans les abords d'un garage ou d'un espace dédié à leur réparation insalubres, elle avait

raison. « *Il y a plusieurs messages qui se dégagent de l'exposition* », nous a confié Djikey. Et l'artiste de renchérir : « *Il y a ceux liés à la circulation, l'urbanisation et à tout ce qui a trait à l'environnement. La création artistique en corrélation avec le site repose sur une scénographie qui met en relief par exemple des photos de malewa (gargotes et restaurants de fortune très fréquentés)* ». Et Kin by night version Djikey ce sont les gens qui travaillent la nuit mais particulièrement ces quadros consciencieux qui à la faveur de la faible lumière vacillante d'une ampoule font leur ouvrage, la crevaison de pneus n'est pas question d'heure. Des épaves de voiture des restes de pneus qui laissent imaginer combien ils ont servi, un décor incrusté dans le décor préexistant de tous ces ateliers et restaurants alignés le long de la chaussée en pleine voie ferrée ou à proximité.

Nioni Masela

THÉÂTRE

Pasco Losanganya s'essaie à l'écriture

Diplômée en interprétation dramatique à l'Institut national des arts, connue dans le milieu artistique kinoise comme comédienne et danseuse, Pasco Losanganya a partagé sa nouvelle passion pour la dramaturgie le 28 septembre autour d'une lecture spectacle dont elle a assuré personnellement la mise en scène.



Voilà deux ans, qu'au sortir d'une conversation avec un fou, Pasco se décidait à prendre la plume pour y coucher sa petite flamme d'inspiration, « *La mémoire d'un fou* ». Confortée dans sa démarche par l'attitude singulière d'un de ses frères en proie à des pertes de mémoire suite à un accident, elle retrouve en lui ce qu'elle assimile à « *des tics de fou* » alors qu'il n'en est pas véritablement un. Et Pasco de renchérir ses dires avec ce commentaire : « *J'ai eu le temps d'observer des fous et de parler avec eux. Il est souvent arrivé qu'ils commencent par un sujet et passaient à un autre sans transition et la seconde d'après, il passaient encore à une autre histoire sans discontinuer* ». Une attitude rendue d'assez belle manière par le comédien Jeanpi Kafuti pris quelquefois de fous rires ou d'énervements inexplicables. Et ses dialogues intermittents avec Pasco auxquels s'ajoutaient les interventions du griot Ikondongo armé de son inséparable langung, donnaient une certaine originalité à la création encore en chantier.

Inspirée par un fou au départ, le texte que Pasco s'emploie à peaufiner s'enrichit désormais d'épisodes de sa vie personnelle. Histoires entendues, expériences vécues, réalités quotidiennes, tout trouve sa place dans ces écrits où la cohérence n'est pas le maître mot. Car, a souligné Pasco, « *il arrive au fou de dire des choses vraies et tu peux te rendre compte qu'il les extraits de ses souvenirs mais qu'il n'arrive pas vraiment à les agencer de manière convenable* ».

Jeanpi Kafuti, dans la peau du fou dans un moment de fou rire

La séance privée de lecture spectacle organisée dans l'intimité de son salon sous l'oreille attentive d'une quinzaine de personnes dont le metteur en scène Nzey van Musala et le directeur adjoint de l'Institut français, Christophe Roussin, portait donc sur l'ébauche de ce tout premier texte. Partant de l'idée que même une maison en chantier peut être habitable, Pasco dit avoir choisi de faire connaître la première partie de ses écrits qu'elle a jugée « *prête* » à se prêter à divers usages, vraisemblablement persuadée qu'« *elle peut déjà servir à quelque chose* ». Aussi a-t-elle dit avoir dédié cette première séance à un partage aux amis et connaissances son projet d'écriture en cours de réalisation auquel elle entend donner l'étoffe d'un spectacle one-man-show. La création que Pasco envisage réaliser à partir de *La mémoire d'un fou* devrait pouvoir s'adapter à plusieurs scènes et comporterait dès lors une version longue et une courte. Sa durée devrait varier entre 1h15' et 30'. « *Le texte pourra subir plusieurs métamorphoses. Elle pourrait donner lieu à une lecture spectacle dans le genre de celle de cet après-midi, présenté sous forme d'un one-man-show ou prendre une autre configuration, tout dépendra de l'occasion et du cadre de présentation* », nous a-t-elle dit.

N.M.

EPFKIN – TÈRE JOURNÉE

FC Renaissance contraint au nul, Dragons battu

La première journée de la 97^e édition du championnat de l'Entente provinciale de football de Kinshasa (Epkin) devrait être bouclée le 30 septembre, avant l'amorce de la deuxième journée prévue pour le 3 octobre.

La première sortie du FC Renaissance du Congo, club dissident du Daring club Motema Pembe et dirigé par le pasteur et évêque Pascal Mukuna de l'Assemblée chrétienne de Kinshasa, s'est soldée, le 28 septembre au stade Tata Raphaël de Kinshasa, par une égalité de zéro but partout face au FC Système. L'on rappelle que le FC Renaissance doit sa place au championnat d'élite de Kinshasa par sa fusion avec l'équipe de Jogari qui évoluait déjà au championnat de l'Epkin. Le même dimanche, l'AC Rangers et le SC Arc-en-ciel (autre club promu à l'Epkin et qui a fait sa pré-saison en Tunisie) se sont quittés sur une égalité d'un but partout.

Le 27 septembre à l'ouverture de la saison, le FC New Jack (encore un promu) a surpris l'AS Dragons par trois buts à deux ; et l'Olympique club de Kinshasa a fait un match à égalité d'un but partout avec l'AC Bandal (club promu à

l'Epkin). Le 29 septembre, Nzakimwena a laminé la formation de JSK par quatre buts à un et l'AC Real de Kinshasa a terrassé AC Normands par trois buts à un. Les trois dernières rencontres de la première journée devraient opposer, le 30 septembre au stade Tata Raphaël, JAC Héritage à l'AC Semendua, Fraternité Kinoise face à FC Kada, et le 1er octobre, l'AC Belor contre l'AC Sodigraf. Le programme de la deuxième journée prévoit, le 3 octobre, AC Normand contre FC Tornado et AC Semendua aux prises avec AS Dragons ; le 4 octobre, New Jack jouera contre Fraternité kinoise et SC Arc-en-ciel matchera AC Belor. Le 5 octobre, l'AC Bandal fera face à AC Real de Kinshasa, et RC Impact jouera contre FC Renaissance de Kinshasa. Et le 6 octobre, Nzakimwena affrontera JAK Héritage et Sodigraf sera confronté à Olympique club de Kinshasa. Et le 7 octobre, le FC Système s'expliquera avec JSK et le FC Kada jouera contre AC Rangers. Lancé le samedi 27 septembre, la 97^e édition du championnat de l'Epkin doit en principe se clôturer le 31 mai 2015. L'on rappelle que la 96^e édition a été remportée par le Racing Club de Kinshasa qui avait totalisé 68 points, devant l'AS



Supporters du FC Renaissance après le match contre FC Système Martin Engimo

Dragons (67 points) et Africana Express (61 points). Et l'attaquant Cédric Kalombo du RC Bilima (club dissident de l'AS Dragons) a fini meilleur buteur avec 16 réalisations, mais son club a été relégué en division inférieure.

INSTITUT FRANÇAIS DU CONGO

Le programme de la rentrée dévoilé

Une conférence de presse a été animée le 30 septembre par les responsables de l'Institut français de Pointe-Noire. Objectif : fixer le public sur la saison culturelle 2014-2015.

Franck Patillot, directeur de l'Institut français, Lucile Charpentier, chargée de communication et de culture, Pauline Cassarin-Grand, chargée de mission livre et responsable médiathèque ont, au cours de ce petit-déjeuner de presse, éclairé l'opinion sur les activités en cours et à venir. Cinéma, vernissage, théâtre, musique seront au menu et mettront en lumière les artistes de Pointe-Noire, du Congo et ceux de l'étranger. Selon Franck Patillot, les artistes

du Congo ont été sélectionnés à partir des auditions. Et les étrangers le sont grâce aux tournées et programmations régionales et sous-régionales des instituts français du monde qui ont mis en exergue le talent et la qualité. L'échange avec les professionnels de la communication a été fort édifiant puisqu'il a permis de comprendre le fonctionnement de l'Institut français, organe de promotion culturelle extérieure de la France sur les échanges artistiques, les spectacles vivants, les arts visuels, la diffusion dans le monde du livre, le cinéma, la langue française etc.

La rentrée à l'Institut français sera marquée par la reprise des cours de français (cours en petits

groupes adaptés à chaque niveau et bénéficiant d'un encadrement de qualité. Ce sont, entre autres : le français comme langue étrangère (niveaux A1, A2), le perfectionnement des acquis en français, les cours à visée professionnelle ou le module « à la carte » réservé aux entreprises. Le cercle des lecteurs, le rendez-vous littéraire, la musique, la poésie, le slam, le ciné enfants, l'heure du conte, l'atelier théâtre, l'atelier scrabble sont les autres rendez-vous hebdomadaires de l'IFC.

Wanted ou la détection des artistes peintres à partir de deux de leurs œuvres et l'explication de



Franck Patillot, directeur de l'Ifc aux côtés de Lucile Charpentier et Pauline Cassarin-Grand / Crédit photo «Adiac»

leur démarche artistique a lieu le 4 et 7 octobre. La scène découverte avec Dolisiana, Les prestigieux et les Séraphins va se dérouler le 10

octobre avec au rendez-vous la world music, la rumba, le ndombolo, le folk.

Hervé Brice Mampouya

RENTREE SCOLAIRE 2014-2015

Les élèves ont manqué au rendez-vous

Prévue pour le 1er octobre, la rentrée scolaire 2014-2015 a été timide dans la quasi-totalité des établissements de Pointe-Noire. Les élèves étaient à compter. Pour preuve : des salles de classes vides et des cours d'écoles désertes.



Une salle bien vide au premier jour de la rentrée scolaire / crédit photo « Adiac »

Le film s'est répété cette année. Le constat est le même : moins d'élèves dans les établissements le 1er jour de la rentrée scolaire. Bon nombre d'enseignants abordés à ce sujet pensent que les parents sont responsables de cette situation. Les parents sont jugés trop laxistes. Les parents sont jugés trop laxistes. Les parents sont jugés trop laxistes. Les parents sont jugés trop laxistes. Les parents sont jugés trop laxistes.

Ce qui est vrai c'est qu'après trois mois de repos, les établissements scolaires ont rouvert leurs portes ce mercredi 1er octobre. Malheureusement dans presque tous les établissements de la ville de Pointe-Noire, le constat a été le même. À l'école primaire Jean-Félix-Tchicaya où, sur 460 élèves attendus, à peine 65 élèves ont été reçus. Soit un pourcentage de 14,13%.

Du côté des enseignants, le rendez-vous a été bien respecté. Le cas de Faustine Madienguila, titulaire de la classe de CE1, qui, malgré l'absence des enfants, n'est pas restée bras croisés. Elle a pu regrouper sept élèves dans une même salle. Des élèves de quatre classes différentes : le CP1, CP2, CE1 et le CE2. Le cours était axé sur la révision des nombres.

Hugues Prosper Mabonzo

ALIMENTATION

Un observatoire pour gérer les crises

La plate-forme interactive inaugurée par la Banque mondiale (BM), en marge de la sortie du dernier rapport Food Price Watch, confirme un recul de 6% des prix alimentaires mondiaux entre avril et août 2014 par rapport à leur niveau d'août 2013.

Depuis quatre ans, les prix alimentaires mondiaux sont à leur niveau le plus bas. Et ce nouvel outil accessible à tous et à tout moment permet justement de renforcer le suivi. En effet, les décideurs, les ONG, les entreprises privées et les partenaires pourront consulter les informations essentielles, déceler le déclenchement d'une crise alimentaire et surveiller les éventuelles émeutes de la faim et leurs causes. D'où son caractère stratégique pour les pays à vocation agricole car, a expliqué la BM, l'enjeu principal est de mieux choisir les politiques à adopter pour prévenir et gérer avec efficacité

les crises alimentaires.

Pour l'heure, les perspectives restent excellentes pour les récoltes et les stocks de l'an prochain. Ayant reculé de 6%, les prix alimentaires mondiaux se situent à 21% en deçà de leur record absolu d'août 2012. Cette baisse s'explique par le repli des prix du blé et du maïs, respectivement de 19 et 21%. Quant au riz, son prix a connu une hausse de 13%. Pour les analystes, cette forte baisse arrive après les augmentations de ces derniers temps. Dès lors, l'observatoire revêt un grand intérêt car il permet, avec l'instabilité des prix alimentaires mondiaux et les nouveaux risques pour les plus vulnérables, de disposer des moyens de réagir rapidement en cas de nouvelle flambée.

Laurent Essolomwa

FORCES ARMÉES CONGOLAISES

L'exercice communautaire « Loango 2014 » retient l'attention

Les préparatifs dudit exercice, le mercredi 1er octobre, ont mobilisé les responsables militaires du Congo : Guy Blanchard Okoi, Guy pierre Garcia, et Jean Ollessongo Ondaye.

Ils sont respectivement chef d'état-major général des Forces armées congolaises et directeur de l'exercice Loango 2014, secrétaire général adjoint de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CÉÉAC) et commandant de la zone militaire de défense numéro un. Les travaux de cette rencontre dureront trois jours et s'achèveront le vendredi 3 octobre prochain. Pendant ces retrouvailles, les participants échangeront sur la restitution de la mission d'évaluation des mises en condition opérationnelle en zone 1 (Burundi, Tchad, Gabon), zone 2 (Angola, RDC, République du Congo), zone 3 (Cameroun, Guinée Équatoriale).

Il est retenu de faire le point financier de l'exercice Loango 2014 sur la situation du Cresmac (contribution financières, dispositions préparatoires pour l'inauguration et la mise en place de l'équipe restreinte), l'orientation des travaux de groupes, constitution, l'installation et l'organisation interne des groupes de travail et autres.

Guy Blanchard Okoi a indiqué que cette réunion a pour objectif l'ultime mise au point. « Qu'il nous soit permis d'attirer l'attention des participants sur l'engagement des États de la CÉÉAC contenu dans la troisième feuille de route de la force africaine en attente, lequel engagement prévoit l'opérationnalisation de la capacité de déploiement rapide de ladite force en 2015. Il permet aussi le déploiement d'une force en situation de crise conformément aux scénarii 5 et 6 de la doctrine de la force africaine en attente », a-t-il déclaré.

Jean Ollessongo Ondaye, «... les Forces armées congolaises en général et la zone militaire de défense numéro un en particulier sont à nouveau honorées d'accueillir dans la ville océane un nouveau rendez-vous sur le chemin qui conduira inexorablement vers la réalisation de l'exercice communautaire à savoir la réunion de calage de l'exercice Loango 2014 ».

Séverin Ibara

ELECTIONS À LA FÉDÉRATION MONDIALE DE KARATÉ

Dieudonné Okombi sollicite le soutien du Congo

Candidat au poste de membre du bureau exécutif de la Fédération mondiale de karaté (FMK ou WKF), le postulant congolais souhaite que les siens le poussent à la victoire afin que le pays soit représenté au sein de cette structure internationale. Un enjeu majeur avec les Jeux africains qui pointent à l'horizon.

Dieudonné Okombi appelle le mouvement sportif congolais à soutenir sa candidature. L'enjeu de l'élection du 4 novembre prochain à Brême en Allemagne, est de faire en sorte que le Congo ne perde pas sa place au bureau exécutif de la WKF. Celle-ci est, d'ailleurs, l'unique fédération mondiale au sein de laquelle le pays est représenté puisque Dieudonné Okombi est, à dire vrai, candidat à sa propre succession pour un troisième mandat après ses victoires électorales de 2006 en Finlande et 2010 en Serbie. « Le Congo doit toujours être représenté dans des instances internationales de sport pour sa visibilité dans le domaine. Sinon nous

serons complètement effacés dans les fédérations mondiales après la brillante carrière de notre aîné, Jean Claude Nganga, au Comité International olympique », a-t-il souligné comme pour justifier la pertinence de l'appel qu'il lance.

La bataille électorale ne sera pas facile pour le candidat congolais. D'où la nécessité du soutien car sur les trois postes dont il convoite un, cinq candidats ont postulé. Un Sénégalais, un Tunisien, un Egyptien, un Botswanaï et lui, le Congolais. Les votants des 43 fédérations affiliées à la WKF décideront de leur sort lors du scrutin du 4 novembre. Les quinze pays africains détenteurs du droit de vote pèseront également sur la balance électorale même si nul ne sait, pour l'heure, en faveur de quel candidat celle-ci va pencher. Pour rallier les électeurs à sa cause, Dieudonné Okombi prévoit des descentes dans plusieurs pays du continent, en sa qualité de président de l'Union des fédérations africaines de karaté (UFAK). Là encore, le message de soutien sera à l'ordre du jour.



Dieudonné Okombi lançant l'appel au soutien crédit DR

Un avantage pour le Congo

Le Congo organisera les Jeux africains l'année prochaine. Le karaté est l'une des disciplines retenues. L'expertise de la fédération mondiale est donc nécessaire à ce titre. Disposer d'un représentant dans le bureau exécutif de WKF est encore plus avantageux pour le pays. Le président de la WKF, Antonio Espinos, a même déjà promis une assistance technique des experts de la fédération mondiale dans la formation des athlètes, l'octroi des équipements.

En rappel, Dieudonné Okombi a dirigé la Fédération congolaise de karaté et arts martiaux affinitaires pendant plus de dix ans. Les Diables rouges de la discipline ont remporté plusieurs titres sous lui. Sur le plan international, il a été plusieurs fois président de la commission d'arbitrage en dehors de nombreuses autres fonctions occupées. Aujourd'hui, il se lance dans la bataille électorale afin de représenter à nouveau le Congo au bureau exécutif de la WKF. C'est avec le soutien de tous que la victoire sera certaine, pense-t-il.

Romérique Nerplat Makaya

AC LÉOPARDS DE DOLISIE

Dirigeants et joueurs ont accompagné leur secrétaire général à sa dernière demeure

Décédé le 18 septembre à l'âge de 50 ans, Rémy Maléké « Marrel », le secrétaire général de la section football des Léopards de Dolisie a été inhumé le 1er octobre au cimetière du centre-ville à Brazzaville.

Les dirigeants et joueurs de l'AC Léopards, les membres de la Fédération congolaise de football, les dirigeants et secrétaires généraux des clubs, les cadres du département des Sports, les arbitres ainsi que ceux qui l'ont connu lui ont rendu un dernier hommage au stade Alphonse-Massamba-Débat à Brazzaville où était exposée sa dépouille.

La direction du stade Alphonse-Massamba-Débat et l'équipe de l'AC Léopards ont reconnu en l'illustre disparu les qualités d'un encadreur chevronné qui exerçait ses fonctions avec beaucoup de mérite, beaucoup

d'engagement, beaucoup de détermination jusqu'à sa mort. « Les qualités sociales qui le caractérisaient sont humilité, serviabilité, respect, assiduité, rigueur dans le travail surtout en matière de qualification des joueurs, convivialité et courtoisie avec tous », a souligné Gabriel Pandi Mounkala au nom de la famille de l'AC Léopards de Dolisie. « Il est demeuré cadre intègre, généreux, social et toujours animé dans le souci de l'excellence devant tout objectif professionnel et sportif », a indiqué dans l'oraison funèbre Gabriel Nsondé.

Qui était Marrel ?

Rémy Maléké, maître d'Education physique de formation est né le 18 juin 1964 à Brazzaville. Après son intégration à la fonction publique, il est affecté à Niari où il lie sa vie professionnelle à l'encadrement des jeunes dans le domaine du football. Selon le témoignage, sa passion pour la discipline se manifestait

davantage lorsqu'il met ses compétences d'entraînement au service du FC Pèlerin, une équipe du quartier Baloubou de Dolisie. Dans le souci d'améliorer son statut professionnel, il est admis à l'Institut national de la jeunesse et des sports par voie de concours filière « conseiller sportif ». Il obtient à l'issue de cette formation le diplôme d'Etat des cadres et sports option football. Ses qualités d'encadreur chevronné lui donnent les responsabilités de la direction technique de la Ligue du football du Niari avant d'être (après l'élection de Rémy Ayayos Ikounga le 4 janvier 2009 à la tête de l'AC Léopards de Dolisie), secrétaire général de la section football, le poste que Marrel occupa jusqu'à sa mort. Il cumulait ses fonctions de secrétaire général de la section football des Léopards avec celle du chef de bureau des finances et matériels de la piscine olympique du stade Alphonse-Massamba-Débat. Marrel laisse une femme et quatre enfants. Il a rendu l'âme, à 20h30 de la veille du déplacement de l'AC Léopards de Dolisie à Abidjan pour affronter le Séwé sport en match aller des demi-finales de la Coupe de la Confédération. Un décès brutal qui laisse un grand vide dans l'administration de la section football des Fauves du Niari. « La mort c'est la loi de la nature et les saintes écritures en disent long dessus : Terre tu as été, terre tu seras », pouvait-t-on lire dans le message de l'AC Léopards avant de poursuivre plus loin : « Dieu a donné pour la vie et a repris pour la randonnée sans retour. Le destin comme un loup vient nous emporter Marrel qui nous manquera dans les couloirs de la fédération congolaise de football et des stades. Adieu Marrel. Que la terre te soit légère »

James Golden Eloué

TAEKWONDO

Les juniors se sont mieux illustrés au championnat de Pointe-Noire

Les athlètes de la catégorie ont remporté certains combats devant les ceintures plus élevées.



Les athlètes en compagnie du président de la Fecotat

Les compétiteurs juniors ont séduit lors du championnat départemental de Pointe-Noire qui s'est disputé récemment. Ils ont déjoué les pronostics sur un certain nombre de combats. Le premier à s'illustrer chez les -55kg, c'est Jarin Tchicaya, du club Lion Tae. L'athlète s'est en effet imposé à la première marche du podium devant Alfrand Kimia et Abel Mayinga respectivement deuxième et troisième de la catégorie. Divin Boulemvo, du club Tigre Master, s'est fait maître de la catégorie des -59kg alors que Mavoungou Tchimbene qu'il a vaincu en finale, a naturellement occupé la deuxième place.

Nana Goundo l'ultra favorite des seniors dames a été active sur le tatami. Dans la catégorie des 62kg, l'athlète du club Kukkiwon, a effectivement glané la médaille d'or. Nuptia Précieuse Ngouala s'est, quant à elle, imposée dans la catégorie des +73kg.

Chez les seniors hommes des -58kg, Blant Tchicaya a décroché la médaille d'or. Olivier Kimfoko qui s'est mesuré

à lui en finale s'est contenté de la médaille d'argent. Prudent Boudimbou a empoché la médaille d'or suivi de Merveil Mavoungou et Alassane Badamassi, chez les 63kg. Dans la catégorie des 68kg, Denis Mayouma a pris le dessus sur Duverger Vivenou pour se faire de l'or tandis que Greg Obaya s'est imposé chez les 79kg devant Yannick Boukaka et de Belifith Ngami. Dans la catégorie des 87kg, Berolih Kiyindou Mouanda, du club Tiger Master, a occupé la première place.

Le président de la Fédération congolaise de taekwondo, Stanislas Mbys, s'est dit satisfait du niveau des athlètes notamment les individualités qui se sont illustrées dans la catégorie des seniors. Les médaillés du département de Pointe-Noire sont attendus à Brazzaville pour la Coupe du Congo qui sera organisé le mois prochain au même moment que le championnat national. Ce sera donc une occasion pour eux de confirmer leur talent cette fois-ci au plan national.

R.N.M.



Le capitaine de l'AC Léopards Rudy Guelord Bhebey Ndey déposant une gerbe de fleurs (Photo Adiac)